

Revue de presse Cégep Garneau 2015-2016

Voici une revue de presse de l'actualité du Cégep Garneau 2015-2016 réalisée par l'Association étudiante. Notez que cette revue est incomplète ; il manque quantité d'articles concernant les Élans et le secteur des sports au Cégep. Remarquez la couverture médiatique de la Salle des Nouvelles qui permet d'observer l'actualité locale au Cégep Garneau. Cette actualité est évidemment étudiante, avec une couleur très différente entre l'automne et l'hiver, mais elle est aussi connotée par le monde entrepreneurial (Fondation, entrepreneuriat étudiant, etc.) et le conflit de travail entre le gouvernement et les syndicats.

Élections sans surprise à l'Association étudiante

Étienne Poirier, Salle des Nouvelles, mai 2016

Les 4 et 5 mai derniers se tenaient les élections annuelles de l'association étudiante, où les neuf postes en jeu ont été comblés. Si la période électorale s'est déroulée sans heurt, le résultat du scrutin est tout aussi peu surprenant, la plupart des postes n'ayant reçu qu'une candidature et les membres élus étant déjà, pour la majorité, impliqués au sein de l'association étudiante. Il faut aussi noter le très bas taux de participation cette année, qui correspond à seulement 25% du taux de l'an passé.

Parmi les élus faisant déjà partie du conseil d'administration, Raffela Abbate (Responsable aux affaires externes), Sarah-Robinson-Arsenault (Coordination), Gabrielle Poirier (Responsable aux affaires pédagogiques) et Nicolas Plourde-Rouleau (Adjoint à la coordination). Ils ont tous été réélus sans opposition avec une majorité supérieure à 80%. Notons que dans le cas des deux derniers mentionnés, ceux-ci se présentaient à des postes différents que ceux qu'ils occupent présentement.

Mis à part Étienne Fromageot, tous les autres élus faisaient par ailleurs partie d'un ou de plusieurs comités. Ainsi, Émile Lajeunesse-Trempe, membre du comité d'improvisation, fut élu au poste de Responsable des communications et Noémie Fontaine, membre du Front Vert, fut élue au poste de Responsable aux affaires environnementales et internationales.

Seulement deux postes étaient convoités par plus d'une personne, soit celui de Responsable aux affaires internes, où se présentaient Camille Limoges et Mathieu Saint-Pierre et celui de responsable à la Vie étudiante, où s'affrontaient Clémence Lavallée et Blaise Piette. Si Camille Limoges a été élue avec une très forte majorité, obtenant 70% des voix contre 30% pour son opposant, le résultat fut quelque peu plus serré pour Clémence Lavallée l'emportant avec 59% des voix contre 32% pour Blaise Piette.

Néanmoins, la victoire la plus serrée est celle d'Étienne Fromageot au poste de Responsable des finances, qui n'obtint que 55% des voix tout en n'ayant aucune opposition. Seul élu à ne pas s'être impliqué au sein de l'association étudiante depuis son arrivée, il semble avoir eu de la difficulté à plaire à l'électorat, qui se limitait à moins de 3% de la population étudiante.

En effet, le taux de participation aux élections fut très bas, alors qu'on estime qu'environ seulement 125 étudiants ont voté. S'il s'agit d'une réduction significative du taux de participation par rapport à l'an dernier, où celui-ci dépassait les 600 élèves, on peut l'attribuer au climat moins tendu que celui de l'an dernier, de même qu'au manque d'opposition aux candidats dans plusieurs cas, assurant à ceux-ci une victoire presque certaine.

Il reste encore cinq postes à combler au sein de l'association étudiante, soit ceux de Représentant des comités de service et socioculturels, Représentant des comités d'information, représentant des programmes pré-universitaires, Représentant des programmes techniques et d'étudiant libre. Ceux-ci seront comblés au début de la session d'automne 2016.

Compte-rendu de la quatrième assemblée générale
Par Luqman Cissé, journaliste pour la Salle des Nouvelles, 4 mai 2016

Le jeudi 21 avril, à la salle des Pas Perdus, se tenait pour la quatrième fois de la session une assemblée générale. Celle-ci s'est déroulée sans accroc et dura un peu plus d'une heure. Dans l'ensemble, les propositions ne rencontrèrent pas de vive opposition et furent promptement adoptées. Retour sur les principaux enjeux abordés.

Le café Oxymel

Le premier point à l'ordre du jour concernait le café Oxymel. L'assemblée s'est ainsi ouverte par l'intervention de responsables et bénévoles du café étudiant qui, avant de prendre parole, distribuèrent un texte de réflexion résumant leur argumentaire. Ceux-ci exposèrent d'abord à l'assemblée la situation du café et leurs inquiétudes quant à son avenir. En effet, ils se succédèrent l'un après l'autre au micro pour défendre le principe d'un café géré par et pour les étudiants, craignant que la Direction du cégep ait une orientation différente. En énonçant les raisons pouvant selon eux justifier la position de la Direction, soit une baisse de clientèle ou un manque de locaux, les membres de l'Oxymel ont argué que leur engagement dans le café leur offrait des expériences non négligeables en gestion et en relations professionnelles. Le caractère inclusif et propice à la discussion du café a aussi été mis de l'avant. Appréhendant les critiques sur la salubrité et le menu, les récentes améliorations sur ces points ont été évoquées. Ces interventions ont finalement débouché sur l'adoption d'une proposition demandant à l'assemblée de l'AGECFXG de se positionner en faveur d'un café Oxymel géré par les étudiants.

Mixité du comité Femmes

Suite aux discussions sur l'avenir de l'Oxymel, c'est la mixité du comité Femmes qui a fait l'objet d'un débat. Après l'intervention d'une de ses membres défendant l'importance de préserver la non-mixité au sein du dit comité, une première proposition suggérant la création d'un deuxième comité féministe, ouvert à la mixité, a été amenée. Compte tenu du

nombre élevé d'abstentions cette proposition n'a pu passer. Aussi, ceux qui souhaitent s'investir au sein d'un comité mixte ont été invités à s'impliquer avec le SAS (Comité de sensibilisation et d'action sociale). Ce débat a finalement été clos par l'adoption à majorité d'une proposition enjoignant l'assemblée de l'AGECFXG à reconnaître un espace non-mixte pour les femmes et qu'il considère cet élément comme un fondement à ajouter à sa charte.

Démilitarisation

La troisième partie de l'assemblée a été consacrée aux forces armées canadiennes et leur implication au sein du Cégep. Pointant du doigt la venue de représentant de l'armée le 31 mars dernier, une proposition réclamant l'opposition de l'assemblée de l'AGECFXG à «l'ingérence des entreprises privées et des forces armées canadiennes» au sein du Cégep fut votée par une large majorité.

DEC bilingue

Le dernier pan de l'assemblée fut dominé par les revendications sociales, la première d'entre elles fut la défense du français en tant que langue d'enseignement du Cégep Garneau. En effet, l'assemblée fut informée qu'un processus de discussion entre les Cégeps St-Lawrence et Garneau avait été entrepris en vue de l'élaboration d'un DEC bilingue en sciences humaines. De plus, il a été rapporté que le syndicat des professeurs n'en n'avait pas été informé. Suite à ces informations une proposition demandant la dénonciation du manque de transparence de la Direction a été votée à grande majorité. Une deuxième proposition, impliquant cette fois-ci qu'une position « sceptique et critique» de l'AGECFXG soit adoptée face à cette initiative, par égard au contexte de mondialisation dans lequel la recherche en français doit être valorisée. Cette seconde proposition a elle aussi été adoptée par une grande majorité.

Salaire minimum à 15 \$/h

Le deuxième enjeu social abordé lors de cette assemblée avait trait au récent mouvement en faveur de la hausse du salaire minimum à 15 \$/h. Par solidarité avec les employés militant pour cette hausse et considérant le fait que certains étudiants en auraient besoin, la dernière proposition demanda à l'AGECFXG de se positionner en faveur de cette hausse. Il lui fut aussi demandé d'amener cette proposition au congrès de l'ASSÉ. Cette ultime proposition de l'assemblée fut adoptée à l'unanimité.

Des élèves du Cégep Garneau remportent deux prix scientifiques

Science, on tourne!

Mathieu Turgeon, Québec Express, 1 mai 2016

Une équipe du Cégep Garneau est repartie de la 24e édition de «Science, on tourne!», qui s'est tenue à Trois-Rivières, avec le prix du public et le prix de l'ingéniosité pour leur véhicule.

Sous le thème «Volte-face», les équipes des 32 cégeps participants ont dû élaborer un véhicule utilisant l'énergie éolienne et l'énergie potentielle gravitationnelle, pour lui faire effectuer un aller-retour. Une présentation devant jury devait aussi être faite par les équipes qui ont dû y expliquer le fruit de leur travail.

Grâce à son concept, le trio a reçu 1000\$ par l'Ordre de technologies professionnelles du Québec pour le prix de l'ingéniosité et un autre 1000\$, de la Fondation Familiale Trottier, pour le prix du public.

Les meilleurs moments de «Science, on tourne!» seront diffusés au courant du mois de juin,

au Canal Savoir. (M.T.)

SEXE, ÉGALITÉ ET CONSENTEMENT : UNE TOURNÉE, DES CÉGÉPIENS ET DES PRISES DE CONSCIENCE

Annie Mathieu, Gazette des femmes, 15 avril 2016

“« Je ne pensais pas que le consentement allait jusque-là. J’avais toujours entendu que si une fille est saoule c’est plus facile, c’est mieux... »” L’étudiant de 18 ans du Cégep Garneau admet qu’il devra réviser ses idées reçues sur ce qui correspond à un véritable « oui » d’une partenaire sexuelle, dans le feu de l’action.

Antoine Gariépy n’est pas le seul : dans l’amphithéâtre où s’étaient rassemblés des centaines de jeunes le 7 avril dernier pour assister à la conférence « Sexe, égalité et consentement » du trio formé du rappeur Koriass, de la présidente du Conseil du statut de la femme, Julie Miville-Dechêne, et de la journaliste et blogueuse féministe Marilyse Hamelin, les questions des étudiants témoignent de leur méconnaissance des notions primordiales liées à la sexualité égalitaire.

“« Si une personne est intoxiquée par l’alcool, c’est quoi la limite? Si elle est saoule, mais qu’elle a l’air de vouloir? »” demandera aux panélistes une jeune femme. “« Sur le plan légal, le consentement doit être éclairé. Quelqu’un qui est intoxiqué ne peut pas donner un consentement éclairé et ultra pur »”, tranche Mme Miville-Dechêne. “« Il faut reconnaître le vrai “oui” par opposition au “mmmmm” »”, illustre-t-elle, déclenchant par son imitation une cascade de rires dans la salle.

L’humour, les statistiques dévastatrices sur les viols perpétrés par des hommes au Canada, les exemples vrais et crus de Marilyse Hamelin illustrant clairement le propos et le

témoignage poignant de Koriass font mouche auprès de l'auditoire.

L'humour, les statistiques dévastatrices sur les viols perpétrés par des hommes au Canada, les exemples vrais et crus de Marilyse Hamelin illustrant clairement le propos et le témoignage poignant de Koriass font mouche auprès de l'auditoire. En racontant l'histoire d'une amie qui s'est fait violer et qui a caché son secret pendant 20 ans, le musicien jette une lumière révélatrice sur cette réalité sociale qu'il qualifie de « culture du viol » et de « culpabilisation des victimes ». Il s'en confesse, lui-même n'était pas certain que son amie avait réellement été victime de son agression lorsqu'elle s'est confiée. Parce qu'au départ, elle « tripait » sur son bourreau. Et parce qu'elle a accepté de plein gré l'invitation à se retrouver seule avec lui avant que les choses ne tournent au cauchemar. Un scénario loin de ceux d'Hollywood où un parfait inconnu terré dans l'ombre d'une ruelle agresse au hasard une femme qui a eu le malheur de passer par là.

D'abord raconté dans une entrée de blogue du magazine *Urbania* intitulée « Natural Born Féministe », le récit de cette amie a déclenché chez l'artiste une prise de conscience sur la responsabilisation des hommes dans la violence sexuelle faite aux femmes. Et elle l'a poussé à prendre la parole auprès des jeunes Québécois dans une tournée des cégeps instaurée par le Conseil du statut de la femme afin qu'ils réalisent, comme lui, qu'ils pataugent depuis leur enfance dans un bain de stéréotypes où « les vrais gars ne pleurent pas ». « Pour un homme, avoir une sensibilité plus prononcée c'est faible », poursuit celui qui ne s'est jamais senti comme un membre à part entière du soi-disant prestigieux *boys club* dont le seul critère d'entrée est d'avoir « un pénis entre les deux jambes ». Le rappeur juge qu'il est primordial de faire contrepoids à ces idées reçues pour que les représentants de la gent masculine puissent enfin s'émanciper. Et se dire à leur tour féministes sans rougir.

Le *coming out* féministe de Koriass s'est fait au terme d'une discussion extrêmement pénible qu'il a eue avec son amoureuse qui, révélera-t-il à la toute fin de son intervention, est cette amie violée dont il a raconté l'agression. Ils ont eu deux enfants. Des fillettes à qui ils ont déjà commencé à enseigner la notion de consentement non pas « en parlant de sexualité parce que c'est un peu abstrait », mais d'une manière adaptée à leur jeune âge. Par exemple, donner des bécots à la visite n'a jamais été obligatoire sous leur toit puisqu'ils

ont inculqué à leur progéniture l'idée que « lorsque c'est ton corps, c'est ton choix ». La plus vieille, âgée de 4 ans et demi, a déjà prouvé à son papa qu'elle avait bien intégré la leçon en lui lançant un jour, alors qu'il la chatouillait un peu trop vigoureusement : « Arrête papa, c'est mon corps! »

« Un gars pour parler aux gars »

“« Je n'avais pas vu les choses comme ça », s'exclame d'entrée de jeu Gabriel Simard au sujet de l'initiative prise par le couple pour enseigner à leurs filles à se sentir 100 % libres de leurs choix. « J'ai vraiment aimé son point de vue à ce sujet », poursuit l'étudiant en techniques policières de 18 ans qui, par contre, regrette qu'il faille avoir recours à une personnalité connue comme Koriass et, de surcroît, à “« un gars pour parler aux gars »”, afin de passer des messages d'égalité. Une critique partagée par Simone Lavoie-Racine et Camille Limoges, deux étudiantes membres du Comité femmes du Cégep Garneau.

Le commentaire revient souvent, admet la présidente du Conseil du statut de la femme, aussi confrontée à cette question par une étudiante pendant l'événement. “« C'est vrai qu'on accepte que la parole de Koriass ait plus de poids, et ce, particulièrement auprès des jeunes hommes », reconnaît Julie Miville-Dechêne, qui a beaucoup réfléchi à cet aspect avant d'aller de l'avant avec la conférence. “« Malheureusement, explique-t-elle, toutes les études montrent que les garçons écoutent davantage les modèles masculins. Ce serait le *fun* que nous, comme femmes, nous puissions avoir la même influence. Mais je crois profondément que ce qui compte, c'est l'objectif. Et l'objectif, ici, c'est d'avoir moins de violence envers les femmes. »”

Koriass se dit également très sensible à cette question délicate. “« Je ne suis jamais entré dans cette cause-là avec l'intention de « leader » le mouvement féministe. Ce serait contre-productif. J'entre là-dedans avec beaucoup d'humilité », soutient le musicien qui a notamment dévoilé ses convictions féministes à son passage à l'émission *Tout le monde en parle*, l'hiver dernier. “« Quand j'ai commencé à m'impliquer, je savais peut-être un dixième de ce que je sais maintenant sur la culture du viol, le féminisme et toutes ces questions-là », admet-il.

Camille Limoges salue toutefois l'audace du rappeur qui s'autoproclame féministe malgré l'environnement misogyne dans lequel il évolue. « C'est un mot auquel les gens ne veulent pas s'associer. C'est arrivé souvent dans les cours que le prof demande aux étudiants qui se disent féministes de lever la main. La plupart du temps, je suis seule, ou il y a une ou deux autres filles qui le font. Je ne trouve pas ça normal parce que s'il demandait qui est pour l'égalité, tout le monde lèverait la main! C'est peut-être plus facile de prendre au sérieux Koriass que le Comité femmes qui se fait souvent critiquer ou même ridiculiser au cégep », signale la jeune femme.

Antoine Gariépy abonde dans le même sens. Selon lui, la présence de l'artiste amorcera une réflexion nécessaire chez certains de ses pairs qui s'attendaient fort probablement à ce qu'une telle conférence féministe soit donnée par des « filles frustrées ». « Je pense que ça va faire changer des choses pour les gars qui étaient ici », prédit-il, puisqu'à son avis, la perception que « tout le monde est égal et qu'il n'y a rien à faire » va en prendre pour son rhume. Simone Lavoie-Racine estime que ses consœurs y trouveront également leur compte, alors que beaucoup d'entre elles ressentent de la pression non seulement à consentir à une activité sexuelle, mais également à se plier aux standards non réalistes des films pornos.

Gabriel Simard fait toutefois valoir que, bien qu'une prise de conscience sur la sexualité inégalitaire soit primordiale, celle-ci doit se faire davantage en amont. Puisqu'au cégep, les étudiants sont pour la plupart actifs au lit depuis belle lurette, fait remarquer le futur policier. « C'est maintenant qu'on se réveille et qu'on réalise que, oups, c'est vrai que dans ce temps-là, je n'avais pas demandé son consentement... » « Le plus tôt, c'est le mieux », conclut Antoine Gariépy, qui aurait voulu bénéficier plus jeune des propos et témoignages des panélistes.

Nouvelles revendications de l'association étudiante

Par Étienne Poirier, journaliste pour la Salle des Nouvelles, 6 avril 2016

Le 24 mars dernier se tenait la troisième assemblée générale étudiante de la session. Malgré de sujets chauds à l'ordre du jour, notamment le projet de rénovation de la bibliothèque et celui de la hausse des cotisations à l'association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), l'assemblée s'est déroulée rondement, élisant un nouveau membre au conseil d'administration et adoptant plusieurs nouvelles revendications féministes.

Le point qui aura causé le plus de discussions au sein de l'assemblée est certainement celui concernant la hausse des cotisations de l'assemblée étudiante à l'ASSÉ de 0,75\$ par session. Le point qui avait déjà été présenté lors de l'assemblée générale précédente mais dont la perte de quorum avait prévenu la tenue du vote a été présenté rapidement, mentionnant que les objectifs de l'ASSÉ avec cette hausse des cotisations visaient notamment à couvrir les frais de déplacement lors de congrès et de camps de formation et à encourager les associations étudiantes des cégeps plus éloignés des centres urbains à participer aux activités.

Si il n'est présentement pas question d'augmenter les cotisations étudiantes à l'association étudiante du cégep (la hausse des cotisations à l'ASSÉ serait absorbée par le budget de l'association), plusieurs ont questionné les impacts qu'une telle hausse aurait sur les ressources de l'association étudiante, s'inquiétant de la possibilité de couper dans le budget des comités et s'interrogeant sur les économies de l'association si l'ASSÉ s'engageait à rembourser les frais de transport. La hausse de 1,50\$ par année fut tout de même approuvée à majorité.

Bibliothèque

Face aux récents développements liés au réaménagement des espaces de la bibliothèque au cours de la session d'automne, les membres de l'association étudiante ont voté en faveur de mesures demandant à ce que les priorités lors du réaménagement de la bibliothèque soient

l'accessibilité d'une partie significative de la collection de la bibliothèque, l'ergonomie des espaces de travail aménagés et le respect des espaces dédiés à la vie étudiante.

Élections

Si deux postes au sein du conseil d'administration étaient à combler, seulement un a trouvé preneur. En effet, M. Gaspard Thibaudeau fut le seul à se présenter comme responsable aux affaires internationales et environnementales et obtint le poste. Personne ne s'est présenté au poste de Responsable aux finances.

Revendications féministes

Autre sujet à débat lors de l'assemblée, les revendications féministes ont été critiquées par certains membres, qui déploraient le manque de sources liées aux énoncés. Néanmoins, six nouvelles revendications ont été adoptées :

Que l'AGECFXG considère les mesures d'austérité comme étant sexistes. Que l'AGECFXG dénonce les gouvernements imposant des politiques d'austérité.

Que l'AGECFXG revendique une éducation sexuelle diversifiée féministe, anti-oppressive et non-hétérosexiste dès l'école primaire.

Que l'AGECFXG réclame une réforme des manuels scolaires visant à éliminer la vision patriarcale à l'intérieur du système d'éducation

Que l'AGECFXG dénonce l'absence de lieux et d'instances à la fois institutionnelles et non-institutionnelles qui préviennent et répondent aux violences sexistes de manière concertée avec les personnes survivantes.

Que l'AGECFXG exige la démission (ou départ) de Lise Thériault à la tête du ministère de la Condition féminine.

Que les féministes viennent faire des émissions à la radio étudiante.

La dernière proposition, lancée par un membre de la radio étudiante qui déplorait par le fait même un manque de visibilité de la radio étudiante au cégep, a causé bien des rires au sein de l'assemblée.

L'assemblée s'est terminée sur une plénière concernant la non-mixité du Comité Femmes de l'association étudiante, un des membres de l'assemblée proposant que celui-ci soit désormais mixte. La motion n'a toutefois pas été votée, le quorum s'étant perdu lors de la plénière.

Garneau concrétise l'implantation de son Espace du français

François Cattapan, Québec express, 23 mars 2016



Publié le 22 mars 2016

Denise Trudeau, directrice générale du Cégep Garneau, et Karen Bouchard, directrice de la Fondation du Cégep Garneau, présentent une illustration de l'Agora, deuxième de cinq zones dédiées à la culture francophone. (Photo TC Media – François Cattapan)

ÉDUCATION. Après son Auditorium revampé en 2015, c'est au tour de l'Agora à être inauguré en grande pompe au Cégep Garneau, en ce début de printemps 2016. Ces nouveaux équipements font partie du concept d'Espace du français, qui enrichira la vie

étudiante de cinq zones dédiées à la culture, sur le campus du boulevard de l'Entente à Québec.

Issu de son plan quinquennal de développement, le Cégep Garneau intègre graduellement ce véritable centre d'animation linguistique, littéraire et culturel. Cette infrastructure aménagée à même les installations existantes du pavillon A de l'établissement postsecondaire vise à faire rayonner la culture et la littérature francophones en ses murs.

«Il faut donner crédit pour ce projet unique aux professeurs en arts et lettres. Ils ont levé la main lorsqu'on a challengé notre équipe enseignante pour développer des idées d'avenir. L'intention consiste à sortir l'art littéraire d'expression française des salles de classe pour la diffuser plus largement», explique Denise Trudeau, directrice générale du Cégep Garneau.

Conformément au plan stratégique 2014-19, dans lequel la direction a consigné une quarantaine d'engagements, l'Espace du français prend forme au rythme de l'implantation de ses cinq composantes. Alors que l'Auditorium se veut un vaste lieu de diffusion publique, l'Agora inaugurée ce 24 mars servira de salle polyvalente pour tenir des conférences et expositions valorisant la culture francophone. Au fil des prochaines années s'ajouteront un lieu d'apprentissage du français l'Apostrophe, un atelier d'échange et de création littéraire, ainsi qu'une scène dédiée au théâtre.

L'intention consiste à sortir l'art littéraire d'expression française des salles de classe pour la diffuser plus largement.

Denise Trudeau, directrice générale du Cégep Garneau

«Ces installations physiques contribueront à décliner notre identité linguistique sous toutes ses facettes. Le Cégep Garneau démontre de cette façon que sa mission d'enseignement est empreinte de culture francophone et qu'il a le souci de promouvoir et de valoriser la langue française», soutient Mme Trudeau.

Financement et pérennité

Pour financer son Espace du français, la direction du Cégep Garneau a dû faire des choix

budgétaires et provisionner des sommes nécessaires chaque année. L'établissement d'enseignement assume les coûts de construction et d'aménagement évalués à environ 500 000\$. La Fondation du Cégep Garneau vient en relève pour faire vivre et pérenniser le centre d'animation linguistique dans ses activités.

«Pour recueillir des fonds de roulement, nous présentons annuellement un spectacle-bénéfice. Après des hommages à Félix Leclerc et à Édith Piaf, cette année l'invitée est Ariane Moffatt. La salle comble de 465 places permettra d'ajouter quelque 40 000\$ dans les coffres de l'Espace du français», se félicite la directrice de la fondation, Karen Bouchard, rappelant qu'il s'agit d'une des contributions de son organisme aux activités et orientations du cégep.

Rénovation de la bibliothèque : Quels seront les impacts?

Étienne Poirier, Salles des nouvelles, 22 mars

Le 26 janvier dernier, la direction des communications et des affaires corporatives informait les étudiants du début des travaux de réaménagement de la bibliothèque. Estimés à 5 millions de dollars et se prolongeant jusqu'à la session d'hiver 2017, ces travaux auront des impacts majeurs sur les étudiants lors de la prochaine session. Pourrons-nous toujours emprunter des livres? La salle des Pas Perdus sera-t-elle transformée en une salle d'étude? Il est temps de faire la mise au point sur ces rumeurs.

C'est tout un exercice de logistique auquel devront se prêter l'administration du cégep et les employés de la bibliothèque à la session d'automne pour pouvoir assurer des services équivalents aux étudiants. Toutefois, selon Mme Sylvie Fortin, directrice des communications et des affaires corporatives du cégep, la priorité demeure d'assurer la réussite et le bien-être des étudiants et des membres du personnel. Parmi les mesures adoptées afin de relocaliser les services de la bibliothèque dans le cégep, on compte déplacer une partie de la collection de documents de la bibliothèque (environ 10%) dans 10 classes. Les ouvrages qui demeureront disponibles seront choisis par les enseignants. De

plus, les périodiques seront accessibles en ligne et l'aide à la recherche sera aussi disponible. Les 44 places de laboratoires informatiques seront déployées dans le cégep. Le Centre d'aide en français (CAF), la zone de droit et le local de tutorat seront aussi relocalisés. Une classe double sera aussi utilisée comme lieu d'étude.

En plus de réaménager les espaces du cégep, la direction du cégep souhaite établir des partenariats avec les bibliothèques du cégep de Sainte-Foy ou de l'Université Laval afin de favoriser l'accès aux ressources aux étudiants. Mme Fortin a tenu à démentir les rumeurs qui couraient au cours des dernières semaines : les cafétérias, le café Oxymel et la salle des Pas Perdus ne seront pas affectés par le réaménagement de la bibliothèque. Les activités s'y dérouleront donc comme prévu à la session d'automne.

Si elle ne compte pas créer de sondage afin de questionner les étudiants sur les projets de réaménagement, la direction assure tout de même qu'il est possible de communiquer avec elle en ligne afin de recevoir l'opinion des élèves sur les projets. Du côté de l'Association étudiante, on affirme que la priorité demeure la préservation de la vie étudiante au cégep et l'accès aux ressources offertes par la bibliothèque. Une assemblée générale étudiante aura d'ailleurs lieu ce jeudi 24 mars où seront abordés les plans de réaménagement de la bibliothèque afin de connaître l'opinion des étudiants sur le sujet.

Si les travaux se déroulent comme prévu, la nouvelle bibliothèque sera inaugurée le 23 janvier 2017.

Tout ce qu'il faut savoir sur ce mauvais jeudi matin: les écoles fermées à Québec et Lévis

Pierre-Olivier Fortin, Journal de Québec, 25 février 2016

Les enfants, c'est congé d'école aujourd'hui. Les parents, restez donc à la maison si vous le pouvez, parce que la pluie verglaçante tombée dans la nuit de mercredi à jeudi entraîne beaucoup de petits et de grands désagréments, bien que la situation s'améliorait, jeudi midi.

Voici tout ce qu'il faut savoir.

Météo

Pas moins de 20 mm de verglas se sont accumulés entre mercredi soir et jeudi matin, rapporte le météorologue André Cantin, chez Environnement Canada. Le mercure a dépassé le point de congélation si bien que cette belle couche de glace qui couvre les branches devrait fondre rapidement. On prévoit 2°C, jeudi, avec des averses de pluie, sans accumulation importante.

Le temps est doux à Québec, mais il l'est encore plus dans le Sud du Québec. Il fait 9° en Estrie, jeudi matin. On a même entendu du tonnerre en Estrie et en Montérégie, souligne M. Cantin.

À Québec, la température chutera en soirée pour atteindre -8°C pendant la nuit. La pluie deviendra de la neige. Une importante tempête se profile sur les radars pour le début de la semaine.

Transports

Le Réseau de transport de la Capitale (RTC) rapportait des retards de 5 à 20 minutes sur la plus grande partie du réseau. La situation est revenue à la normale en fin d'avant-midi.

Les policiers ont dû fermer la rue de la Faune, jeudi matin, à la hauteur du centre de détention, en raison d'une importante accumulation d'eau.

Plusieurs vols à destination ou au départ de Québec sont annulés ou retardés. Vous pouvez vous rendre sur le site internet de l'aéroport en cliquant **ici** pour savoir si votre vol est annulé ou retardé.

Les conditions routières étaient difficiles en matinée. Plusieurs routes étaient enneigées ou recouvertes de gadoue. Plusieurs petites rues sont glacées jeudi. Les accumulations d'eau sont importantes à plusieurs endroits, y compris sur les autoroutes. Les risques

d'aquaplanage sont bien réels. Les piétons ont la vie dure, autant en raison des nombreux lacs que des éclaboussures.

En ville, l'heure de pointe s'est bien déroulée puisque moins d'automobilistes ont pris le volant, probablement en raison des fermetures d'écoles. La Sûreté du Québec et les corps policiers de Québec et de Lévis ne signalent aucun accident majeur.

Aucune grande route n'était fermée jeudi matin, mais le ministère des Transports rapportait en matinée quelques restrictions aux véhicules lourds sur la 138 à l'est de La Malbaie et sur certains tronçons de la Côte-Nord. Ces interdictions ont été levées en cours d'avant-midi.

Électricité

Pas moins de 38 000 clients d'Hydro-Québec étaient privés d'électricité à 9 h, dans les régions de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches, en baisse depuis 7 h. Pas moins de 221 000 foyers étaient privés d'électricité au Québec, à 8 h.

À midi, plusieurs clients d'Hydro-Québec avaient recouvré l'électricité: on comptait encore quelque 14 000 foyers privés de courant dans les régions de la Capitale-Nationale et de la Chaudière-Appalaches. Dans tout le Québec, ce chiffre se situait à 161 000 sur l'heure du lunch.

Sur son site, la société d'État a indiqué que les pannes étaient dues aux «forts vents et à la pluie verglaçante causant de la pression sur la végétation qui entre en contact avec le réseau». Elle a précisé que des équipes ont été mobilisées sur le terrain pour rétablir le service le plus rapidement possible.

Écoles

Les commissions scolaires de la grande région de Québec ont choisi de fermer leurs écoles tôt jeudi matin, en raison des conditions climatiques. Ainsi, les écoles des commissions scolaires de la Capitale, des Découvreurs, des Premières-Seigneuries (service de garde ouvert), des Navigateurs, de la Beauce-Etchemin, de Portneuf et de Charlevoix sont toutes fermées.

Dans l'Est-du-Québec, les établissements primaires et secondaires des commissions scolaires suivantes sont fermés: des Monts-et-Marées, des Phares, du Fleuve-et-des-Lacs, de

Kamouraska-Rivière-du-Loup.

Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, les établissements primaire et secondaire des commissions scolaires suivantes sont fermés: des Rives-du-Saguenay et De la Jonquière. Les commissions scolaires du Pays-des-Bleuets et du Lac-Saint-Jean maintiennent leurs activités.

Le cégep de Sainte-Foy et le cégep Garneau sont fermés. L'Université Laval n'a donné aucune indication.

Bilan des dernières AG

Étienne Poirier, Salle des Nouvelles, 23 février 2016

Les 4 et 18 février derniers se tenaient les deux premières assemblées générales étudiantes de la session. Or, ces deux A.G. se sont déroulées dans un climat très différent. En effet, si la première marquait un vent de changement à l'Asso avec l'élection de 6 nouveaux membres au conseil exécutif, la deuxième fut beaucoup moins réussie, peinant à atteindre le quorum et à le conserver.

Première Assemblée

Ce sont pour la majorité des étudiants déjà impliqués dans les comités de l'association étudiante ainsi que d'anciens membres de l'exécutif qui ont été élus, plusieurs sans opposition. Ces élections représentent un grand changement pour le conseil d'administration, dont la majorité des postes étaient occupés par des membres élus lors des élections générales d'avril dernier, tous réunis sous la bannière du Parti Démocratique Garneau. Le parti promettait, entre autres, plusieurs changements à la charte de l'association étudiante de même que la désaffiliation de l'AGÉCFXG à L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante. Le parti n'avait toutefois pas réussi à apporter les changements proposés à l'automne.

Sarah-Robinson Arsenault a été élue coordonnatrice de l'association étudiante. Elle occupait déjà ce rôle par intérim depuis janvier et était précédemment étudiante libre au sein du conseil d'administration. Dans son discours de présentation, celle-ci a mentionné deux objectifs principaux. Depuis janvier, elle travaille sur un bilan externe des activités des comités étudiants qu'elle souhaite présenter à l'administration du cégep afin de prouver l'efficacité de ceux-ci. Elle veut également concentrer ses efforts sur le café Oxytel, dont le sort est présentement débattu par le cégep. Mme Arsenault espère que le café continue d'être géré par les étudiants. Elle fut élue sans opposition.

Ont aussi été élus :

Marie-Pierre Rancourt, responsable des communications;

Mathieu Paradis, responsable des affaires internes;

Raffaella Abbate, responsable des affaires externes;

Louis Gaultier Desmeules, responsable aux affaires pédagogiques;

Marie-Clarys Taillon, responsable de la vie étudiante;

Gabrielle Poirier, étudiante libre.

Ces élections marquent ainsi un grand changement au sein de l'Association étudiante. En effet, on remarque que l'assemblée s'est déroulée dans une atmosphère beaucoup moins tendue que les précédentes. Les propositions mises de l'avant par les divers candidats aux postes en élections semblaient aussi représenter un désir de concentrer les activités de l'Association étudiante sur l'administration des comités et les relations entretenues avec l'administration.

Deuxième Assemblée

Annoncée dans les jours suivant la première, la deuxième assemblée générale de l'année avait pour but l'adoption ou le rejet de la hausse des cotisations envisagée par l'ASSÉ, association étudiante nationale dont fait partie l'ASSO. En effet, à la suite de problèmes

financiers importants, l'ASSÉ souhaite augmenter la cotisation de chacun de ses membres de 75¢ par session. La cotisation de chacun des étudiants passerait donc de 3,00\$ par année à 4,50\$.

Parmi les raisons énoncées lors de l'assemblée générale, le représentant de l'ASSÉ a notamment mentionné le besoin de payer pour les déplacements en autobus lors de manifestations ou d'organiser des camps de formation. De plus, avec cette augmentation, l'ASSÉ souhaite augmenter le financement de son comité légal et aider les cégeps plus éloignés à pouvoir participer aux congrès régionaux, se déroulant souvent dans les grands centres. Or, il a aussi été mentionné que les problèmes de financement de l'ASSÉ proviendraient des cotisations impayées de plusieurs cégeps dits « moins riches » que le Cégep Garneau.

Le cégep n'ayant pas voté en faveur ou en défaveur de l'augmentation des cotisations (le quorum fut perdu avant), il reste à voir ce que ses représentants diront lors du prochain congrès de l'ASSÉ. Le sujet demeure en suspens.

Les Québécois moins généreux envers l'école

Patricia Cloutier, Le Soleil, 23 janvier 2016

(Québec) Alors que les besoins financiers des écoles publiques se font de plus en plus criants, les Québécois se montrent moins généreux à l'endroit des organismes ou des fondations liés au monde de l'éducation. Donner à l'école de son quartier ou à celle que l'on a fréquentée plus jeune ne semble tout simplement pas ancré dans les habitudes.

Selon une compilation faite par Statistique Canada à la demande du *Soleil*, les Québécois ont

versé 37 millions \$ en dons à divers organismes liés au monde de l'éducation et de la recherche en 2013. En 2007, cette catégorie de dons s'élevait plutôt à 60 millions \$.

Les Québécois ont également donné 15 millions \$ aux fondations des universités et des collèges en 2013, comparativement à 18 millions \$ en 2007. Statistique Canada prévient toutefois que, dans ce cas, la différence entre les deux montants n'est pas notable, étant donné la marge d'erreur de cette enquête pancanadienne.

Les Québécois sont par ailleurs beaucoup plus généreux lorsque ce sont des organismes travaillant pour la santé ou les hôpitaux qui leur demandent de signer un chèque. En 2013, ils ont donné 530 millions \$ à ce secteur d'activités.

Que quelqu'un décide que son budget de dons cette année va aller à une université ou une école, c'est vraiment pas un réflexe», admet Isabelle Bussièrès, directrice des communications et des relations avec les donateurs à la Fondation de l'Université Laval. Selon elle, «il y a beaucoup d'éducation à faire» chez les Québécois pour encourager ce type de donation, qui sert entre autres à offrir des bourses aux étudiants moins fortunés ou à améliorer tout ce qui gravite autour de la salle de classe : activités culturelles, sportives, humanitaires, etc.

France St-Onge est directrice de l'école secondaire De Rochebelle, dans Sainte-Foy, mais aussi membre de la Fondation de l'école secondaire De Rochebelle. «C'est sûr que c'est beaucoup de travail. On est une petite équipe de bénévoles et ça demande beaucoup d'heures et d'énergie», dit-elle.

Dans cette fondation comme dans la plupart de celles rattachées à une école primaire ou secondaire, ce sont surtout les parents d'élèves qui sont sollicités. Une contribution volontaire leur est demandée en début d'année, et ils sont invités à participer à différentes activités au cours de l'année. En 2014-2015, la Fondation a réussi à amasser 41000 \$, retournés dans l'école pour financer entre autres une comédie musicale et payer des conférenciers.

Dans les prochains mois toutefois, la Fondation veut prendre une plus grosse bouchée. Elle sera à la recherche de 125000 \$ pour acheter de l'équipement qui meublera la salle d'entraînement physique du complexe sportif qui est en construction. «Cette fois, c'est sûr qu'on va devoir se tourner vers l'extérieur. Je dis pas que ça va être facile, mais notre objectif, c'est de créer un sentiment d'appartenance, avec les anciens et avec la communauté», soutient M^{me} St-Onge.

Ce type de collecte de fonds, populaire dans les écoles privées, est moins répandue dans les écoles publiques. M^{me} St-Onge explique que les enveloppes budgétaires fournies par la Ville de Québec et la commission scolaire des Découvreurs ne couvrent pas toutes les dépenses liées au complexe sportif. C'est pourquoi la Fondation est appelée en renfort.

Pas généralisé

Dans la région de Québec, la question des fondations est traitée de façon très différente dans les diverses commissions scolaires. Aux Découvreurs, 15 des 22 écoles primaires et secondaires ont des fondations. «C'est le milieu qui se prend en main et se paie des petits plus dans l'école. Mais en aucun cas, ça ne va influencer la façon dont sont répartis les budgets entre les différents établissements», assure le porte-parole Alain Vézina.

Aux Premières-Seigneuries, il existe une seule et même fondation qui tente d'aider tous les projets spéciaux qui émanent des écoles. À la commission scolaire de la Capitale, la création de fondations dans les écoles n'est pas encouragée, si bien qu'il en existe seulement une, au Centre de formation professionnelle de Neufchâtel. «Lever des fonds, c'est quelque chose qui demande beaucoup de temps, parfois au personnel et aux directions d'école. Alors, par souci d'efficacité, on leur demande de se concentrer sur leur mission première», soutient la porte-parole Marie-Élaine Dion.

Aux Navigateurs, les fondations dans les écoles ne sont pas très répandues, mais certaines sont très dynamiques, comme la Fondation de l'école secondaire Pointe-Levy, qui est

présentement en campagne pour vendre des bancs dans l'auditorium qui sera bientôt rénové.



Où tracer la ligne?

«Une fondation dans une école, c'est bien, mais il ne faudrait pas qu'elle serve le désengagement de l'État.»

C'est la plus grande crainte de Pascale Grignon, porte-parole du mouvement Je protège mon école publique, qui a lancé les chaînes humaines autour des établissements scolaires l'an dernier. «Les levées de fonds, ça crée une habitude et, tranquillement, ça peut mener à un plus grand désengagement», avertit-elle.

Maman de jeunes enfants qui fréquentent l'école Saint-Jean-de-Brébeuf, à Montréal, M^{me} Grignon a été elle-même impliquée dans des campagnes de financement ces dernières années. Au début, c'était pour payer une sortie de classe-neige aux enfants les plus démunis. «Ensuite, on s'est mis à acheter des pelles et des ballons pour la cour d'école parce qu'il y en avait plus et à réaménager la bibliothèque. L'an dernier, ce sont les parents qui ont payé pour qu'on refasse le marquage de l'asphalte dans la cour d'école», expose-t-elle.

À l'heure actuelle, les parents de son école pensent à créer une fondation en bonne et due forme, parce que les besoins ne font que grandir.

«Mais où va-t-on tracer la ligne? La question se pose! Depuis quand c'est rendu aux parents d'assurer la mise à niveau des infrastructures scolaires, pour que ce soit un tant soit peu intéressant?» se demande-t-elle.

«C'est un cercle vicieux. On compte maintenant sur la fondation de l'école pour payer des livres ou des choses qui étaient fournies auparavant par le ministère [de l'Éducation]. Est-ce qu'on est démunis à ce point-là au Québec?» s'insurge un parent qui a joint *Le Soleil*, mais a préféré garder l'anonymat.

Pas un palliatif

Tous les intervenants auxquels *Le Soleil* a parlé sont unanimes : une fondation ne doit pas pallier le contexte de compressions budgétaires dans les écoles. «Les donateurs ne voudraient pas que leur argent serve pour compenser l'argent que le gouvernement a enlevé. Mais comme je le dis souvent, le cégep n'est pas qu'une boîte à cours. Il faut que ce soit un lieu attractif!» lance Bernard Tremblay, pdg de la Fédération des cégeps.

Sauf qu'une simple recherche sur Internet nous permet, par exemple, de constater que la Fondation de l'école Filteau, dans Sainte-Foy, a acheté des dictionnaires pour toutes les classes. La Fondation de l'école l'Arbrisseau a quant à elle acheté des jeux éducatifs en anglais pour les grands de sixième année et du matériel pédagogique pour la classe maternelle.

«Je comprends les fondations de faire ces choix-là, parce que les besoins sont vraiment rendus là! Comme parents, est-ce qu'on va attendre qu'un miracle se produise avant de faire quoi que ce soit pour que nos enfants aient droit à ce matériel-là à l'école?» lance Pascale Grignon.

Le nouveau souffle de la Fondation du Cégep Garneau

«Il ne s'agit que de gratter l'allumette pour que ça fonctionne», lance Karine Bouchard,

directrice de la Fondation du Cégep Garneau. Engagée pour donner un nouveau souffle à la Fondation, en place depuis 25 ans, Mme Bouchard est heureuse de constater qu'elle est maintenant entourée de 114 bénévoles, au lieu de la dizaine qui étaient en place il y a trois ans. Déjà, 4 millions \$ ont été amassés pour la grande campagne de souscription 2015-2020, dont l'objectif est de 5 millions \$. «C'est sûr qu'on pédale comme des petits canards, très, très fort, mais notre campagne se porte très bien.» Au lieu de solliciter seulement les étudiants, le personnel et les anciens du cégep, elle a cogné à la porte du milieu des affaires, qui s'est montré très enthousiaste. Surtout que l'un des projets soutenus par la Fondation est la nouvelle École d'entrepreneuriat de Québec. Les fonds serviront également à donner une valeur ajoutée à la rénovation de la bibliothèque. «On aurait pu juste peindre et changer le tapis. Pour ça, les enveloppes du ministère suffisent. Mais nous, on veut vraiment réinventer notre bibliothèque, lui donner un autre style de vie», soutient Sylvie Fortin, directrice des communications du Cégep Garneau.

Session d'hiver prolongée au Cégep de Sainte-Foy

Radio-Canada, 4 janvier 2016

Les élèves du Cégep de Sainte-Foy devront se résigner à terminer leur session hivernale plus tard. La direction de l'établissement affirme être obligée de prolonger la période d'examens jusqu'au 31 mai en raison des jours perdus durant la grève du Front commun intersyndical en novembre et en décembre.

Jusqu'à mardi, des examens de fin de session doivent être repris au Cégep de Sainte-Foy. Cette situation a pour effet de retarder la préparation des bulletins et l'élaboration des horaires des étudiants pour la session d'hiver.



Claude Boutin est la directrice des communications et des affaires étudiantes au Cégep de Sainte-Foy. PHOTO : ICI RADIO-CANADA

« Toute la production des horaires dépend évidemment des notes de la session précédente. Il y a des préalables qui sont nécessaires pour la fabrication des horaires », explique Claude Boutin, directrice des communications et des affaires étudiantes au Cégep de Sainte-Foy.

Ainsi, les cours ne reprendront que le 1er février, soit environ une semaine plus tard que d'habitude. La session hivernale doit se terminer le 31 mai.

Tout a été évalué, et c'est les dates qui ont été décidées. C'est comme ça qu'on a réorganisé la session.

Claude Boutin, directrice des communications et des affaires étudiantes au Cégep de Sainte-Foy

Une situation unique

Dans les autres cégeps de la région, les directions semblent avoir trouvé des moyens de compenser les jours de grève perdus sans prolonger la session hivernale.

Ainsi, les derniers examens auront lieu le 24 mai au Cégep Limoilou et le 25 mai au Cégep Garneau.

Au Cégep de Lévis-Lauzon, la session se terminera le 27.

Il a été impossible de joindre le Syndicat des professeurs du Cégep de Sainte-Foy.

NÉGOCIATIONS 2015 De l'inégalité au Québec

René Bolduc, lettre, *Le Devoir*, 22 décembre 2015 - *Professeur de philosophie au Cégep Garneau*

Le Front commun syndical des employés de l'État recommandera à ses membres d'accepter les offres salariales du gouvernement. Même s'il y a un gain par rapport aux premières offres, ces augmentations n'augmentent pas grand-chose ; à vrai dire, elles évitent de peu l'appauvrissement.

Cela dit, quand on compare le sort de ces travailleurs avec le traitement royal réservé aux médecins, il y a de quoi être estomaqué. Ces derniers ont reçu des hausses annuelles quasi comparables à celles que les employés de l'État recevront pour cinq ans. Et ce n'est pas fini. Le plus étonnant, pour ne pas dire le plus indécent dans cette histoire, est qu'une clause de parité prévoit que toute augmentation donnée au secteur public doit aussi être accordée aux médecins. Vous avez bien lu : cette augmentation accordée au secteur public va s'ajouter à celles déjà prévues pour les médecins (*La Presse*, 4 décembre 2015). On peut imaginer les hésitations du président du Conseil du Trésor, Martin Coiteux, à délier les cordons de la bourse : moins il accordait au secteur public, moins il remplissait, encore une fois, le portefeuille des médecins déjà bien garni.

Je ne veux pas ajouter encore au « médecin *bashing* » auquel on assiste depuis un certain temps. D'ailleurs, beaucoup parmi eux ressentent un malaise devant cette situation. Par exemple, le regroupement Médecins québécois pour le régime public (MQRP) a eu le courage de dénoncer ces hausses pendant que l'austérité était réservée aux autres. Je cherche plutôt à dénoncer un système qui accentue les inégalités sociales et ternit une profession. On dira : les médecins rendent des services et, avec leur salaire, ils paient beaucoup d'impôts. Ils font donc leur juste part.

Il faut nuancer ces objections. La productivité, hélas, n'est pas toujours au rendez-vous.

Augmenter la rémunération ne fait pas en sorte que plus de gens soient soignés ou que chacun ait son médecin de famille. Il y aurait même une baisse moyenne de 10 % (*La Presse*, 17 décembre 2015). Il y a un peu plus d'un an, *Le Devoir* titrait déjà « La productivité des médecins décline » (15 février 2014). Un jeune médecin spécialiste a même déjà confié à Robert Poupard, ex-principal de l'Université Bishop's : « *Je travaille trois jours par semaine et je fais déjà quelques centaines de milliers de dollars par année. Pouvez-vous me dire pourquoi je travaillerais plus ?* » (*La Tribune*, 31 mai 2015)

Concernant les impôts : en plus de tous les évitements fiscaux possibles, que ne peuvent se permettre les salariés à faible revenu, les médecins ont la possibilité de s'incorporer. En langage clair, ils ont la possibilité de payer proportionnellement beaucoup moins d'impôt que tout autre salarié. Est-ce cela faire sa juste part ?

Encore une fois, il ne s'agit pas de s'en prendre à des individus, mais de remettre en question un système qui gangrène la situation. Ce système contribue à jeter un discrédit sur cette profession qui perd de son lustre à cause de cette question financière. À titre d'exemple : « *174 médecins ont facturé plus d'un million de dollars à l'État en 2014* » (*L'Actualité*, 9 décembre 2015). Malgré cette donnée pour le moins étonnante, je ne doute pas que la très grande majorité ait la vocation.

Il ne s'agit pas non plus de vouloir égaliser tous les revenus, cela n'aurait aucun sens. Comme le disait le philosophe américain John Rawls, l'auteur de *Théorie de la justice* (1971), en général on s'accommode plutôt bien des différences de richesse à la condition, toutefois, que l'égalité des chances soit assurée et que ces différences puissent venir en aide à tous : à ceux qui ont besoin de ces professionnels et surtout aux plus démunis de la société.

Cette situation d'inégalité grimpante ne peut être collectivement profitable. Les épidémiologistes Richard Wilkinson et Kate Pickett ont montré, dans leur ouvrage *The Spirit Level* (Bloomsbury Press, 2009), que ce n'est pas la richesse absolue d'une nation qui fait le bonheur des sociétés, mais une richesse relative, c'est-à-dire une richesse mieux distribuée. Plus une population est affectée par les inégalités, plus les disparités sont grandes, plus les

problèmes de maladie, de stress, de drogue, de délinquance, de défiance, etc., ont tendance à survenir. Ce genre de société n'augure rien de bon pour quiconque, y compris pour les mieux nantis.

En somme, le gouvernement actuel contribue grandement à creuser les inégalités sociales. Les écarts de revenus augmentent de plus en plus entre une classe de privilégiés et une classe moyenne et moyenne inférieure dont les revenus médians ne bougent pratiquement plus depuis 30 ans (en dollars constants).

Pourquoi faire la grève: quand les étudiants enseignent aux professeurs

Olivier Tardif-Paradis, Huffingtonpost

Professeur de physique et vulgarisateur scientifique

Je suis de nature curieuse et c'est peut-être pour cette raison que j'ai étudié en physique. Aujourd'hui, ce n'est pas parce que j'enseigne les sciences au cégep Garneau que j'ai perdu le plaisir d'apprendre, bien au contraire. Il arrive même que ce soit les étudiants qui me donnent la leçon, comme ce fût le cas en 2012, lors du printemps érable. Les étudiants étaient alors mes mentors.

Ce moment, maintenant immortalisé dans notre histoire commune, m'a fait suivre un cours pratique de politique sociale. J'ai vu ce qu'un front commun (CLASSE, FEUQ et FECQ) uni dans la grève peut accomplir. Aidé de la population, il est même allé jusqu'à faire tomber un gouvernement néolibéral qui s'attaquait directement à un acquis de la social-démocratie: l'éducation accessible à tous.

Aujourd'hui, l'histoire se répète: un autre gouvernement, toujours avec les mêmes idéologies néolibérales, s'attaque aux ressources destinées à l'éducation et aux services

publics. Ici, l'idée est d'affaiblir le réseau public à l'aide de politiques d'austérité, cela dans le but de justifier l'utilisation du privé. Dans ce conflit, de nos élus s'acharnent à détruire ce qui me rend fier d'être Québécois. Je m'en souviendrai aux prochaines élections : il n'y a pas que la devise du Québec qui a de la mémoire. C'est d'ailleurs, pour m'aider à comprendre les enjeux du présent conflit que je me souviens du printemps érable...

JE ME SOUVIENS de la force du nombre. La mobilisation était totale, c'est le plus grand mouvement étudiant jamais vu au Québec! La grève permet d'unifier tous les membres dans une action concertée. Par exemple, 73% des professeurs du cégep Garneau ont voté pour la grève au mois de septembre et c'est 100% des membres qui la font! Les détracteurs ne peuvent plus se défilier, tous doivent agir. Les actions menées ont alors un impact plus important. De plus, c'est une façon de dénoncer clairement un mécontentement. C'est sans ambiguïté que les professeurs se sont levés pour se battre contre les mesures d'austérité promues par les idéologues néolibéraux tels que Martin Coiteux.

JE ME SOUVIENS que le printemps érable a permis de faire circuler une quantité phénoménale d'informations sur le rôle de l'éducation dans la société. J'ai alors pris conscience des enjeux idéologiques et de la complexité de la situation. Avant tout, une grève, c'est une occasion pour s'informer et se mobiliser entre grévistes, mais c'est aussi une façon de conscientiser le grand public à la problématique qui nous affecte. C'est suite à des jours de grève, de réunions et de discussions, que j'en suis venu à la conclusion que nous sommes sur le pied de guerre, car nous voyons le système d'éducation public s'effondrer sous les attaques des libéraux. Nous nous battons en payant individuellement de notre temps et de notre argent pour faire une grève vouée principalement à la défense des intérêts collectifs nationaux. Est-ce que le message va passer auprès de la population? Seul le temps nous le dira. Chose certaine, grâce à la grève, le message circule parmi les 400 000 membres du front commun (CSN, FTQ, SISP).

JE ME SOUVIENS du fait que la grève exerce une pression importante sur le gouvernement. Le statu quo n'est alors plus possible. La ministre de l'Éducation d'alors a démissionné. En 2015, avec la grève, on force la main de nos patrons. Le rôle joué par les services publics est essentiel et on ne peut pas s'en passer trop longtemps. Parfois, il faut perdre un service

qu'on avait tenu pour acquis pour se souvenir de son importance. La grève permet de remettre en perspective l'importance de notre rôle dans la société. Cette pression génère des effets concrets. Ainsi, il y a eu plus d'avancés dans les discussions de négociation dans les deux dernières semaines, depuis qu'on exerce notre droit de grève, que dans la dernière année de négociation au complet. De plus, grâce à la grève, nos négociateurs se sentent appuyés par tous les membres et ils peuvent ainsi négocier avec plus de confiance.

JE ME SOUVIENS de la violence faite aux grévistes étudiants. Quand je parle de violence, je fais référence aux attaques faites envers nos droits fondamentaux. Par exemple, même si aucune loi spéciale ne peut forcer des étudiants, qui sont non-salariés et insolvables, à rentrer en classe, des injonctions de certains juges ont attaqué le droit de grève des étudiants, allant même à justifier de la violence policière. Cette fois-ci, plus tôt cette semaine, le Ministère de L'Éducation a ordonné à ses directeurs généraux d'allonger le calendrier scolaire en raison des jours de grève. Plusieurs cégeps en ont profité pour exiger à leurs professeurs de reprendre les jours de grève, et cela, sans être rémunéré. C'est une attaque directe au droit de grève! Ce qu'on nous dit : «OK, Faites la grève, renoncez à être payés et reprenez les journées manquées, toujours sans salaire! ». C'est ridicule, violent et même illégal! La Cour suprême du Canada l'a même rappelé au gouvernement provincial de la Saskatchewan cette année. Cela dit, au cégep Garneau, la direction ne nous a pas encore sommés de reprendre les jours de grève. Quelle sera notre réponse si la direction du cégep change son fusil d'épaule et impose une reprise non payée des cours? Qu'allons-nous faire si les élus provinciaux votent une loi spéciale contraignante?

Chose certaine, JE ME SOUVIENS du courage des étudiants du printemps érable pendant les mois de grève, les injonctions et lorsque la loi spéciale 78 est tombée sur le Québec. Je sais maintenant qu'il est possible de vaincre la peur et la violence, mais pour cela, il faut faire la grève, il faut rester unis et on doit être prêt à aller jusqu'au bout s'il le faut!

Les ombres du gouvernement Couillard, LIBRE OPINION

13 novembre 2015 | Bassam Adam, J. Denis Duchesne et Éric Lapointe - *Professeurs de philosophie au Cégep Garneau, Le Devoir*

Au moment où le gouvernement libéral s'apprête à injecter 1,3 milliard pour se porter au secours de la CSeries de Bombardier, il sabre les services à la population. Comment expliquer ces « dépenses risquées » dans un contexte de restriction ? Quelques tripotages de chiffres et de mensonges sur les finances publiques cachent les véritables enjeux qui expliquent ces actions. Deux exemples concrets dévoilent les vrais desseins de ce gouvernement : le Fonds des générations et la question du déficit des finances.

Le Fonds des générations, créé pour réduire la dette, serait devenu, par simple manipulation comptable, un « passif », une dette, pour le gouvernement Couillard, alors qu'il était considéré par les gouvernements précédents comme un « actif », un investissement, puisque l'argent est toujours entre les mains de l'État.

Comme le suggère l'économiste Jean-Pierre Aubry, le but de cette intrigue est de créer l'illusion d'un déficit pour justifier d'éventuelles coupes. Plus précisément, le gouvernement « *fait disparaître artificiellement les vrais surplus pour qu'on n'y touche pas et augmente artificiellement les déficits dans le but d'inciter la prise de mesures budgétaires pour les réduire* ». Manipulation ou rigueur budgétaire ?

Aussi, selon notre gouvernement, nous aurions eu un déficit de 5,8 milliards pour l'exercice financier 2014-2015 et nous aurions un déficit de 7,3 milliards pour celui de 2015. Le problème est que ces chiffres ne sont pas fondés sur un vrai budget, mais sur une simple addition de toutes les demandes des ministères, des compagnies et des organismes laissées sur la table par le gouvernement péquiste avant lui. Ce sont les faux chiffres d'un « non-budget » qui nous font croire au déficit et à la nécessité des coupes dans les services sociaux.

Pour sauver un semblant de démocratie et de transparence, nous sommes contraints de

nous tourner vers un agent extérieur à l'arène politique, un « arbitre neutre », le vérificateur général du Québec, afin d'avoir l'heure juste quant à l'état réel de la situation politique et à celui des finances publiques. Ce dernier, dans son analyse de mise à jour économique et financière de décembre 2014, confirme que le déficit de 2014-2015 n'est pas de 5,8 milliards, mais de 2,3 milliards, et celui de 2015-2016 n'est pas de 7,3 milliards, mais de 0 !

Le vrai dessein derrière ces zones ombrageuses est peut-être à chercher du côté de la redéfinition du rôle de l'État que le gouvernement libéral entend mettre en place. Déjà, en 2014, Martin Coiteux (le président du Conseil du trésor) affirmait que *« l'opération de révision des programmes dépassait largement l'objectif du déficit zéro et visait un repositionnement de l'État »*. Même le premier ministre Couillard parlait de *« redonner à l'État son rôle de partenaire, de navigateur, plutôt que d'exécutant »* dans l'économie afin que *« les risques soient répartis équitablement entre nos partenaires et le contribuable »* !

Ce repositionnement de l'État, à quoi et à qui sert-il ? Ne contribue-t-il pas simplement à retirer à l'État son rôle d'acteur social, de protecteur du bien commun contre les assauts sous tous azimuts des forces néolibérales du marché, pour en faire un partenaire-accompagnateur du libre-échange et de la mondialisation ? D'où le besoin de tant de précautions et de faux-fuyants ? Tout cela, au prix d'une remise en question du modèle de démocratie sociale, faisant de l'État le représentant de l'intérêt commun et non pas le partenaire économique des seules forces du marché, de Bombardier et de sa CSeries ?

Comme dans un théâtre d'ombres, ce que l'on nous montre ne sert qu'à faire diversion, qu'à brouiller les pistes pour cacher ce qui constitue la véritable réalité qui, à travers une politique d'austérité, procède à des coupes dans l'ensemble des services sociaux, en éducation, en santé, dans les CPE, dans les services aux aînés, en environnement, etc. Au bout du compte, lorsque ces services se seront à ce point détériorés et que le privé aura réussi à bien les rendre, se sentira-t-on justifié de compléter la privatisation ?

La (non)-Assemblée Générale

Étienne Poirier, Journaliste pour la Salle des Nouvelles, 9 novembre 2015

Ceux qui s'attendaient à des confrontations féroces entre les partisans de l'ASSÉ et leurs opposants auront été bien déçus de l'assemblée de jeudi dernier. En effet, à peine 10 minutes après l'ouverture de l'assemblée, celle-ci fut dissoute, laissant plusieurs étudiants perplexes.

La deuxième assemblée générale de l'année avait lieu jeudi le 5 novembre dans le Gymnase 1 du pavillon E, tous les autres locaux où l'assemblée aurait pu se tenir étant indisponibles. Dès midi, les étudiants avaient commencé à s'entasser à l'entrée. Le quorum fut constaté rapidement et l'assemblée débuta avant même que tous les étudiants aient terminé d'entrer dans le gymnase.

Le premier point à l'ordre du jour soit Désaffiliation de l'ASSÉ, ne fut pas débattu. En effet, la présidente de l'assemblée attendit près de deux minutes sans que personne ne fasse de proposition sur le sujet. La présidente dû donc passer au point suivant, Modifications de la charte de l'association étudiante. Encore une fois, aucune proposition ne fut faite, et l'assemblée fut dissoute quelques minutes après, sous les rires de plusieurs étudiants présents dans la salle.

Puisqu'aucune proposition n'a été faite, aucune motion n'aura donc été approuvée ou rejetée lors de cette assemblée, qui semble en avoir laissé plusieurs perplexes. En effet, il est légitime de se demander pourquoi l'assemblée s'est déroulée ainsi.

Il faut d'abord considérer l'absence de plusieurs membres du conseil d'administration de l'AGÉCFXG dans la salle, notamment celle de la coordonnatrice, Frédérique Fiset-Chollette. Comme on sait que le quorum fut constaté assez rapidement, les administrateurs et

dépositaires des deux motions traitées dans l'assemblée furent-ils pris de court? Sinon, était-ce un choix de ne pas y assister, tout en sachant que les motions ne seraient alors pas débattues? Préférait-on ne pas avoir d'assemblée plutôt que de risquer un non catégorique face aux propositions? Il serait possible de se demander si une telle façon de faire ne risque pas de décourager la participation aux AG, pourtant facette importante de leur campagne électorale.

C'était la troisième fois en un an qu'une assemblée ayant pour sujet la désaffiliation de l'ASSÉ avait lieu et se soldait par un échec des procédures. Au moment de publier cet article, le conseil d'administration n'avait toujours pas réagi. En espérant que leur point de vue sur l'assemblée vienne répondre aux questions soulevées.

Cégeps : un premier geste cet automne pour dénoncer l'austérité

Sophie Côté, Journal de Québec, 5 novembre 2015

Plusieurs professeurs de cégeps de la province, dont ceux de Québec, ont mené un piquetage symbolique devant leur établissement scolaire lundi matin pour dénoncer l'austérité et les offres patronales pour le renouvellement de leur convention collective.

«C'est inadéquat et méprisant», estime le président du Syndicat des professeurs du Collège François-Xavier Garneau, Pierre Mercure, qui étaient des enseignants présents tôt lundi, avant le début des cours, devant le cégep du boulevard de l'Entente à Québec.

Dès 7h15, des enseignants, pancartes à la main, ont piqueté devant les entrées principales du cégep, offrant des pommes aux étudiants et invitant ces derniers à ne pas pénétrer à

l'intérieur du bâtiment, bien qu'aucune entrée n'était barrée.

Des affiches mentionnant «Si vous entrez, vous traversez une ligne de piquetage» avaient d'ailleurs été apposées sur les portes. À 8h pile, tel que prévu, les professeurs ont libéré les entrées pour permettre aux étudiants d'assister à leurs cours.

«On tente d'éduquer et de faire comprendre nos préoccupations, sans confrontation», a souligné M. Couture, qui mentionne que cette manifestation est «le premier geste [cet automne] pour dénoncer les compressions et l'austérité».

Comme dans plusieurs autres établissements collégiaux, des journées de grève sont à prévoir d'ici février au cégep Garneau, où 74% des professeurs ont voté pour la grève récemment.

Sensibilisation

Au Cégep de Sainte-Foy, contrairement au Cégep Garneau, les étudiants, qui recevaient pommes et café à leur arrivée, pouvaient entrer sans problème à l'intérieur de leur école pendant le piquetage symbolique lundi matin.

La mobilisation, organisée conjointement par le syndicat représentant les professeurs et l'association étudiante, visait avant tout à dénoncer l'austérité, à l'occasion de la Journée mondiale des enseignantes et enseignants.

«On est en train de démolir et de défaire tout ce qu'on a mis tant d'années à bâtir», déplore la responsable de la mobilisation, Lucie Piché, professeure d'histoire depuis plus de 15 ans, qui estime qu'il reste «beaucoup de travail à faire» pour sensibiliser les étudiants, qui ne sont pas tous conscients des impacts des compressions dans le réseau collégial.

Au Cégep de Sainte-Foy, on explique que les compressions, qui ont totalisé 3,8 millions \$ depuis les cinq dernières années, ont notamment mené à l'augmentation des frais facturés aux étudiants, à l'abandon d'expériences en laboratoire par manque de fonds pour acheter le matériel, à la réduction des heures d'ouverture de la bibliothèque, à la coupure de 80 jours de travail pour les aides pédagogiques et au non-remplacement du personnel professionnel en congé maladie.

Mme Piché, qui considère les offres du gouvernement d'«irrecevables» et «frustrantes», mentionne qu'une autre mobilisation, une séance de correction publique, se tiendra de midi à 14h mercredi au Cégep de Sainte-Foy.

Par ailleurs, une manifestation de soutien aux enseignants organisée par le Front Régional d'Action à Québec de l'ASSÉ est prévue ce lundi soir, 18h30, devant l'Assemblée nationale.

Contrairement aux habitudes de cette association étudiante, l'itinéraire a été fourni aux autorités.

Lundi matin, un peu plus de 700 personnes avaient indiqué qu'ils y participeraient sur la page Facebook de l'événement.

Un étudiant veut bâtir un réseau de cliniques privées de soins infirmiers

Normand Provencher, Le Soleil, 3 novembre 2015

(Québec) Le concept de système de santé «à deux vitesses», Kéven Poulin a bien l'intention de l'exploiter au maximum. Après l'ouverture de la clinique privée de soins infirmiers du Campanile, il y a un mois, le jeune administrateur planche sur une vaste expansion, à Québec et en province, convaincu que les patients sont plus que jamais prêts à mettre la main dans leur poche afin d'obtenir des traitements plus rapides que dans le réseau public.

À seulement 22 ans, étudiant au certificat en gestion de commerce au Cégep Garneau et, l'an prochain, au bac en administration, Kéven Poulin voit grand et vise l'ouverture d'une clinique par année, non seulement à Québec, mais aussi en Beauce, au Saguenay, à Trois-Rivières, à Sherbrooke et en Outaouais. «Tant que les besoins seront là», le jeune entrepreneur compte faire flèche de tout bois.

«Je crois beaucoup à la privatisation du système de santé», explique-t-il, déplorant les délais trop longs dans le système public pour obtenir des soins de base. «Les gens sont prêts à faire ce choix, à payer pour obtenir des prélèvements sanguins ou des vaccins plus rapidement, à un prix abordable, dans un délai de 24 à 48 heures. Mais que ce soit au public ou au privé, nous travaillons pour la même cause, celle de la santé du patient.»

Liste de prix

Ouverte le 5 octobre, la clinique de soins infirmiers du Campanile affiche sa liste de prix dans une brochure. Les tarifs vont de 10 \$ pour un prélèvement urinaire ou un «suivi diabétique», à 45 \$ pour une rencontre en contraception, en passant par une vaccination grippale à 30 \$. Des frais de 25 \$ sont exigés pour l'ouverture du dossier, sauf pour les prélèvements.

Certains traitements réclament une prescription médicale, par exemple le retrait d'une sonde urinaire ou une injection intraveineuse. La clinique offre aussi des services à domicile à des prix variant selon le secteur. «Nous avons une bonne réponse du public, ajoute M. Poulin. L'achalandage ne cesse de monter depuis l'ouverture.»

Six infirmières cliniciennes et auxiliaires travaillent pour le moment à la clinique du Campanile, qui se dit «à l'avant-garde» des autres établissements de soins infirmiers». Le jeune directeur dit n'avoir aucun problème à recruter du personnel. Les infirmières sont nombreuses à offrir leurs services, certaines avec «des curriculums impressionnants».

Même si la clinique offre des salaires plus bas que dans le système public et aucun avantage social, en revanche, les heures de travail sont plus flexibles. La fermeture du centre, les fins de semaine, permet une plus grande conciliation travail-famille. «Il y en a beaucoup qui acceptent de gagner un peu moins pour avoir une vie plus stable. T'as beau gagner beaucoup d'argent, si tu ne peux pas en profiter...»

Le cégep, c'est payant!

Isabelle Grégoire, L'actualité, 2 novembre 2015

Certaines formations techniques mènent à des emplois de 50 000 à 70 000 dollars dès la première année! Découvrez, en exclusivité, les programmes les plus populaires et les plus originaux dans tout le Québec.

Plus de concret, plus de débouchés, plus de plaisir. C'est pour ces raisons que Jo-Anie Dechamplain est retournée au cégep après des études universitaires en anthropologie et en biologie. Diplômée en soins préhospitaliers d'urgence du collège Ahuntsic (Montréal) en mai, à 31 ans, elle a aussitôt trouvé un emploi de technicienne ambulancière paramédicale. « C'est un métier stimulant, varié et où on a une grande autonomie, dit-elle. Ça a valu toutes les nuits blanches passées à étudier ! »

Le parcours de Jo-Anie est de plus en plus répandu. En 2014, 4 030 étudiants universitaires, diplômés ou non, ont présenté une demande d'admission au collégial (4 % de l'ensemble des demandes). C'est deux fois plus qu'en 2003. « Beaucoup de Québécois croient encore que l'université est la voie royale, alors que la formation technique correspond mieux à certains étudiants », explique Bernard Tremblay, PDG de la Fédération des cégeps — des chefs d'entreprise disent d'ailleurs avoir besoin de plus de techniciens. À l'inverse, suivre une formation technique de trois ans n'est pas forcément une fin en soi : 27 % des diplômés enchaînent avec des études universitaires.

À LIRE AUSSI: [**«Six jours de grève dans les cégeps, ça ne dérange personne»**](#)

Les cégépiens ont plus que jamais l'embarras du choix. Le réseau collégial donne accès à une foule de programmes: 132 dans le secteur technique et 9 dans le secteur préuniversitaire. Les profils aussi se sont multipliés. En sciences humaines, fini le simple choix « avec ou sans maths »: il faut désormais trancher entre les profils Monde et société,

Individu, Administration... Sans parler des nouveaux diplômés que le Conseil supérieur de l'éducation recommande d'ajouter au secteur technique.

« Le monde du travail est plus complexe et plus spécialisé qu'il y a 20 ou 30 ans », dit Isabelle Falardeau, auteure du guide *Orient-Expert* (Septembre éditeur). Psychologue et conseillère d'orientation au collège de Maisonneuve, à Montréal, elle en est à sa 31^e rentrée scolaire. « Beaucoup de jeunes occuperont des emplois que personne n'a exercés avant eux ou dont ils ignorent encore tout. »

TOP 15 DES PROGRAMMES TECHNIQUES		
Parmi les programmes les plus populaires, ceux qui mènent à des métiers connus et bien définis ont toujours la cote. Au point que certains doivent être contingentés.		
PROGRAMME	TAUX ADMISSION — PLACEMENT	
1. Soins infirmiers	63 %	96 %
2. Techniques d'éducation spécialisée	50 %	94 %
3. Techniques policières	25 %	86 %
4. Gestion de commerces	97 %	95 %
5. Techniques de travail social	51 %	89 %
6. Techniques de comptabilité et de gestion	100 %	91 %
7. Soins préhospitaliers d'urgence	43 %	98 %
8. Techniques d'intervention en délinquance	46 %	97 %
9. Techniques d'éducation à l'enfance	100 %	96 %
10. Techniques de santé animale	33 %	97 %
11. Techniques de l'informatique	100 %	92 %
12. Technologie de l'architecture	79 %	93 %
13. Techniques juridiques	73 %	94 %
14. Techniques de réadaptation physique	44 %	97 %
15. Technologie de radiodiagnostic	30 %	96 %
Sources : Fédération des cégeps, Service régional d'admission au collégial de Québec (SRACQ), Service régional d'admission du Montréal métropolitain (SRAM). Les taux d'admission proviennent du SRAM (session d'automne 2014), qui regroupe une trentaine de cégeps. Les taux de placement sont ceux de mars 2013.		

Ce qui explique peut-être que les indécis foisonnent. Le Tremplin DEC, qui leur est réservé, attire 6,7 % des cégépiens. Le temps d'une session, ils prennent de l'avance dans les cours de base obligatoires — français, philosophie, anglais, éducation physique —, suivent des cours échoués ou non faits au secondaire et préalables à certains programmes, et apprennent à mieux se connaître. Les journées portes ouvertes et les activités « étudiant d'un jour » peuvent aussi les aider à se faire une idée.

Reste que, en dépit de la variété accrue, les étudiants choisissent à peu près les mêmes formations que leurs aînés. « Les métiers et professions liés aux domaines de la santé et de la loi sont en tête depuis 30 ans », dit Isabelle Falardeau. Les plus populaires sont toutefois souvent contingentés : en techniques policières, par exemple, 25 % des candidats sont admis.

Si les cégépiens optent en masse pour ces programmes, c'est aussi parce qu'ils conduisent à des métiers bien définis. « Il faut les aider à sortir des sentiers battus, dit Line Auclair, conseillère d'orientation au secondaire à L'Assomption, dans Lanaudière. D'autres programmes, méconnus, offrent des perspectives très intéressantes. » Des dizaines de formations techniques permettent d'accéder à un emploi où le chômage est à peu près nul (voir « Top 15 des programmes techniques »). Ainsi, en technologie de maintenance industrielle, le taux de placement (100 %) et le salaire (50 000 dollars pour un finissant) sont alléchants... Pourtant, on ne compte qu'une cinquantaine de diplômés par année (voir « Non, nous ne sommes pas des concierges ! ») !

Les perspectives d'emploi et l'argent ne sont cependant plus les premiers critères de choix. Aujourd'hui, l'équilibre travail-famille-loisirs et l'épanouissement personnel priment. « Comme nous sommes en période de plein emploi ou presque, les jeunes peuvent espérer travailler dans un domaine qu'ils aiment », dit Isabelle Falardeau.

Pression parentale ou pas, beaucoup d'adolescents sont inquiets à l'idée de faire le mauvais choix. Et pour cause : 30 % des cégépiens changent de voie en cours de route. Or, les conseillers d'orientation tiennent à relativiser les choses. Selon eux, il ne faut pas considérer cela comme du temps perdu : ayant accumulé des crédits pour les cours de base, ils profitent d'un horaire moins chargé dans leur nouvelle formation. « Le choix qu'on fait à 16 ans n'est pas celui de toute une vie, il est possible de se tromper, insiste Line Auclair. Le mieux est de suivre ses passions. »

C'est le pari de Vincent Morand, 18 ans à peine et finissant en soins préhospitaliers d'urgence au cégep de Saint-Hyacinthe (voir « Adrénaline et hémoglobine »). Tenté par le

métier de conducteur de machinerie lourde, il s'est ravisé. « J'aurais pu faire la “piasse”, mais je me serais vite ennuyé, dit-il. Pour moi, le salaire ne compte pas. Ce que je veux, c'est une poussée d'adrénaline et le sentiment d'aider les gens. » L'avenir ne le préoccupe pas non plus. « Je serai d'abord “paramédic”, mais peut-être que j'irai plus tard à l'université, ou que je reviendrai au cégep... Et si jamais il faut que j'aille travailler à Tombouctou, ça ne me dérange pas ! »

Garneau, un cégep entreprenant! Cégépiens entrepreneurs...

Garneau vise haut. Avec son École d'entrepreneuriat, la première du genre au Québec, le cégep compte former 40 entrepreneurs par année. « Notre ambition est de combler le déficit entrepreneurial de notre région, dit la directrice, Denise Trudeau. Mais aussi de maintenir notre santé financière grâce à de nouvelles sources de revenus. » Privée et payante — droits de scolarité de 10 000 dollars pour quatre à six mois de formation —, l'École, ouverte en mai dernier, s'adresse aux aspirants entrepreneurs, et se différencie ainsi de l'École d'entrepreneurship de Beauce, fondée en 2010, qui cible les personnes déjà dans les affaires.

Bernard Guay-Dumas, 27 ans, fait partie de la première cohorte de l'École. Étudiant en sciences humaines, il avait troqué le cégep contre les Forces armées canadiennes, en 2010. Mais c'est avec enthousiasme qu'il s'est réinscrit à Garneau avec l'idée de créer une entreprise pour concevoir des sites Web à prix abordables. « Je n'avais jamais osé passer à l'action, mais l'encadrement motivant de l'École m'a permis de lancer enfin mon projet », dit-il.

L'École d'entrepreneuriat de Québec ne décernera pas de diplôme : le gage de réussite résidera dans la création de l'entreprise de chacun des participants. Elle pourrait toutefois faire des petits, puisqu'une dizaine de cégeps souhaitent créer la leur sur le même modèle.

... et globe-trotteurs

Étudiante en sciences humaines, Jennifer Couttet n'avait que 17 ans, en 2013, lorsqu'elle est

allée faire une session d'études de quatre mois en Argentine. Ses parents l'ont laissée partir sans inquiétude ? « J'étais tellement motivée que je ne leur ai pas vraiment donné le choix ! » répond-elle en riant. Ayant réussi tous ses cours, elle avait obtenu une bourse du ministère de l'Éducation couvrant le tiers de ses frais de séjour et elle a travaillé pour combler la différence. Aujourd'hui, en deuxième année au bac en enseignement à l'Université Laval, à Québec, elle envisage de poursuivre ses études en Amérique latine et d'enseigner un jour l'espagnol au secondaire.

Pionnier en la matière, le cégep Garneau offre depuis 2011 des sessions complètes à l'étranger avec l'accompagnement d'un professeur — d'autres établissements en proposent aussi, mais de plus courte durée ou sans encadrement. Les étudiants peuvent choisir entre deux profils : Globe-trotter (en sciences humaines, avec une session en Amérique du Sud) et Immersion (en arts, lettres et communication — option langues, avec une session en Espagne et en Allemagne).

Frais de séjour

Profil Globe-trotter : de 8 500 à 9 000 dollars pour les droits de scolarité, l'hébergement en famille d'accueil, les repas et le transport aérien. Profil Immersion : environ 10 000 dollars.

Vie au cégep : Entrevue avec Frédérique Fiset-Cholette

Étienne Poirier, journaliste pour la Salle des Nouvelles, octobre 2015

L'hiver dernier, lors des élections du conseil d'administration de l'association étudiante une toute nouvelle administration, unie par leur participation au Parti Démocratique Garneau (PDG) a été élue, en promettant notamment de se désaffilier de l'ASSÉ et de favoriser les référendums électroniques. Jeudi prochain, 5 novembre, lors de l'Assemblée Générale, ces points seront débattus. Afin d'obtenir le pouls de l'exécutif de l'ASSO, la Salle des Nouvelles s'est entretenue avec la coordonnatrice, Frédérique Fiset-Cholette.

Lors de la prochaine Assemblée générale, le premier point à l'ordre du jour concerne la désaffiliation de l'AGÉCFXG à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). Lors de votre campagne à l'hiver dernier, vous étiez favorable à cette idée. Pourquoi l'ASSO devrait-elle se désaffilier?

En tant que membre du conseil d'administration de l'association étudiante, je dois être neutre et transparente concernant la désaffiliation, tel que voté lors d'un dernier conseil d'administration. Cependant, ce qui a motivé notre décision de reconsidérer l'affiliation de l'AGÉCFXG à l'ASSÉ est l'avis de motion déposé lors du dernier congrès de l'ASSÉ, les 24 et 25 octobre, où ils proposent d'augmenter les cotisations de 3\$ par étudiant par an à 4,50\$, ce qui représente une hausse de 50%. Au lieu de donner 17 985\$, l'association étudiante devrait donner 26 977,50\$, ce qui représente environ 17% du budget de l'association. Considérant les opinions partagées des étudiants au cégep sur les prises de position de l'ASSÉ, cette demande nous apparaît déraisonnable.

Les étudiants qui s'opposent à cette désaffiliation mentionnent souvent que, sans l'ASSÉ, l'AGÉCFXG perdrait un certain pouvoir politique. Cette crainte est-elle fondée?

Il est possible, sans être membre d'une association nationale, d'assister aux instances de ces associations; n'importe quelle association étudiante peut assister aux instances de l'ASSÉ ou de la FECQ (Fédération étudiante collégiale du Québec). Je ne crois donc pas qu'on risque de perdre un poids politique; il y a toujours moyen de s'impliquer dans la vie politique tout en n'étant pas membre d'une association nationale. Nous en avons d'ailleurs discuté avec une employée permanente à l'association, Mireille, qui a expliqué qu'une association indépendante peut considérer les enjeux nationaux et choisir ses causes en fonction de ce qui représente ses étudiants. En tant qu'étudiante, l'idée de me désaffilier ne me fait donc pas peur.

Lors de l'Assemblée, vous souhaitez aussi passer une motion pour autoriser 8 changements

majeurs à la charte de l'ASSO, concernant notamment l'augmentation du quorum lors d'assemblées générales et spéciales, une plus grande utilisation de référendums électroniques lors de votes d'affiliation et de désaffiliation et l'élimination de deux postes du conseil d'administration. Pourquoi tous ces changements maintenant?

L'an passé, lors de la campagne, j'ai toujours dit qu'il y avait des lacunes dans la charte. De plus, en tant qu'étudiante qui a assisté aux deux assemblées générales spéciales de désaffiliation, j'ai pu juger de ces lacunes. Cette année, je me suis donné comme mission de modifier la charte avec l'aide d'Olivier Amyot, un employé permanent afin de permettre le vote secret en ligne obligatoire pour vote de levée de cours, de grève ou de débrayage. Je trouvais insensé de devoir aller à une assemblée générale de grève le mardi, à 14h, alors que j'avais un cours. Comme je tenais à mes convictions, je devais donc rater mon cours pour m'assurer de pouvoir voter, car si la décision de voter lors de l'assemblée générale avait été prise, je n'aurais pas pu le faire, ce que je considère anti-démocratique. Par la suite, comme nous croyons qu'un référendum constitue une décision importante, nous proposons l'augmentation du quorum référendaire à 15% plutôt que 8%. Selon moi, 15% des étudiants demeure un pourcentage peu élevé, mais comme on sait que certains étudiants s'en soucient peu, l'augmenter à 30% serait trop « idéaliste », comme on me l'a déjà dit. Je me suis donc dit que 15% était au moins déjà plus démocratique que 8%. Pour ce qui touche le point que tout vote d'affiliation ou de désaffiliation se fasse en ligne, je trouverais dommage qu'après m'être battu pendant un an et demi pour la désaffiliation de l'AGÉEFXG à l'ASSÉ de réussir avec un référendum papier avec un bon taux de participation, pour qu'après 60 personnes en assemblée générale votent la ré-affiliation. La majeure partie des modifications tente donc de favoriser la majorité des étudiants à participer aux décisions de l'AGÉEFXG. Pour ce qui est des postes abolis, il faut considérer que le représentant du secteur technique et que le représentant du secteur préuniversitaire représentent près de la totalité des étudiants. Or, il y a autant de représentants des comités, alors que les membres des comités sont déjà représentés par les représentants technique ou préuniversitaire. Les deux représentants des comités représentent moins de 1% des étudiants. Je crois donc que, sans supprimer ces deux postes, il faudrait les fusionner. Pour

ce qui est de l'étudiant libre, je trouve qu'avec 14 membres siégeant sur le conseil d'administration, c'est difficile d'assurer la présence de tous les membres. En comparaison, à Sainte-Foy, ils ne sont que 8 membres. 12 membres demeure beaucoup, mais constitue une amélioration.

L'atteinte du quorum, présentement fixé à 60 personnes, est souvent difficile à obtenir. Ne craignez-vous pas qu'une augmentation du quorum à 100 étudiants réduise le nombre d'AG?

Selon moi, une assemblée générale doit traiter de sujets importants, qui rejoignent la majorité des étudiants. Souvent, les gens sont au courant des AG, mais ne viennent pas parce qu'ils ne sont pas intéressés. Je crois qu'il faut être capable d'intéresser les étudiants. Augmenter la participation faisait d'ailleurs partie de notre mandat. Oui, cela constitue un obstacle, mais si les administrateurs sont motivés, ils devraient arriver à augmenter la participation des étudiants.

La participation aux AG est déjà basse, le projet d'augmentation du quorum vient-il avec des mesures concrètes pour encourager la participation des étudiants?

Justement, je viens tout juste de faire des tournées dans la cafétéria du pavillon G, demain (mercredi), nous allons dans la salle des Pas Perdus et dans la cafétéria du pavillon A. Dans tous mes cours cette semaine, j'ai présenté un PowerPoint pour sensibiliser les étudiants. De plus, d'autres membres du conseil d'administration font de même, bien que tous ne le fassent pas. Par contre, personnellement, je fais tout ce que je peux : je vais dans les classes, je fais de la mobilisation, je place des affiches...

La suppression de deux postes au conseil d'administration, soit la fusion de deux postes de représentants des comités étudiants et la suppression de celui d'étudiant libre serait-elle effective dès l'adoption de la motion?

Non, puisque des gens ont été élus de façon démocratique. La motion entrerait en vigueur lors des prochaines élections. Je ne crois pas qu'il serait acceptable de démettre de son poste quelqu'un qui l'a acquis de façon démocratique. Les gens élus conserveraient donc leur poste. Cependant, si ces personnes démissionnent, leur poste ne sera pas comblé.

Les deux postes sont présentement occupés par des membres extérieurs au PDG. Est-ce que cela a un lien avec la suppression des deux postes?

En fait, mis à part les représentants des comités, les gens élus sont élus lors d'assemblées générales ou lors des élections annuelles. En ce qui concerne les représentants des comités, ceux-ci sont élus lors des conseils des comités, par un responsable de chaque comité, ce qui représente environ 20 personnes. Selon moi, c'est anti-démocratique d'avoir 2 membres qui représentent 1% des étudiants contre 2 qui en représentent près de 100%. Pour ce qui est du poste d'étudiant libre, nous avons étudié la charte, moi, Olivier et d'autres membres du CA, et nous trouvions que le poste d'étudiant libre n'est pas un poste qui apportait quelque chose de concret au CA.

En ce moment, plusieurs associations étudiantes votent des mandats afin de permettre aux étudiants de se positionner face à la grève des profs. Qu'en est-il de l'ASSOFXG?

En CA, il avait été décidé qu'il y aurait une assemblée générale de grève afin que les étudiants appuient les professeurs. Cependant, à cause du manque de disponibilité des locaux, nous n'avons jamais eu de local pour cette assemblée, mis à part jeudi le 5 novembre, mais l'assemblée générale portant sur la désaffiliation et sur les modifications à la charte avait été prévue préalablement. L'Assemblée générale de grève ne pourra donc pas avoir lieu, à moins d'un changement au niveau de la disponibilité des locaux.

De plus, peu d'étudiants sont au courant des modalités de ces 6 jours de grève tournante votés par les enseignants. L'ASSO a-t-elle l'intention de diffuser de l'information à cet effet?

Normalement, c'est à la direction qu'il incombe la responsabilité de faire cela, puisque cela ne concerne pas directement le syndicat étudiant, mais plutôt le syndicat des professeurs. Comme les grèves auront lieu seulement d'ici à ce que le gouvernement signe une entente avec les enseignants, nous le savons toujours à la dernière minute. Par exemple, si le gouvernement signait une entente le 11 novembre, les grèves des 12 et 13 novembre n'auraient pas lieu. La direction préfère donc ne pas le dire trop à l'avance aux étudiants afin de prévenir le cas où certains choisiraient, par exemple, de ne pas étudier pour leur examen le 13 novembre, mais que celui-ci ait finalement lieu. Je crois que c'est dans cette optique que nous ne sommes pas mis au courant à l'avance. Concernant la reprise des cours, les informations sont vagues, mais il faut que les cours soient repris.

Finalelement, vous quitterez votre poste de coordonnatrice après la fin de la session. Que se passera-t-il pour la suite?

Je vais nommer quelqu'un par intérim, mais il faut que cette personne soit élue en assemblée générale par la suite.

Cégeps : un premier geste cet automne pour dénoncer l'austérité

Sophie Côté, Journal de Québec, 5 octobre 2015

Plusieurs professeurs de cégeps de la province, dont ceux de Québec, ont mené un piquetage symbolique devant leur établissement scolaire lundi matin pour dénoncer l'austérité et les offres patronales pour le renouvellement de leur convention collective.

«C'est inadéquat et méprisant», estime le président du Syndicat des professeurs du Collège François-Xavier Garneau, Pierre Mercure, qui étaient des enseignants présents tôt lundi,

avant le début des cours, devant le cégep du boulevard de l'Entente à Québec.

Dès 7h15, des enseignants, pancartes à la main, ont piqueté devant les entrées principales du cégep, offrant des pommes aux étudiants et invitant ces derniers à ne pas pénétrer à l'intérieur du bâtiment, bien qu'aucune entrée n'était barrée.

Des affiches mentionnant «Si vous entrez, vous traversez une ligne de piquetage» avaient d'ailleurs été apposées sur les portes. À 8h pile, tel que prévu, les professeurs ont libéré les entrées pour permettre aux étudiants d'assister à leurs cours.

«On tente d'éduquer et de faire comprendre nos préoccupations, sans confrontation», a souligné M. Couture, qui mentionne que cette manifestation est «le premier geste [cet automne] pour dénoncer les compressions et l'austérité».

Comme dans plusieurs autres établissements collégiaux, des journées de grève sont à prévoir d'ici février au cégep Garneau, où 74% des professeurs ont voté pour la grève récemment.

Sensibilisation

Au Cégep de Sainte-Foy, contrairement au Cégep Garneau, les étudiants, qui recevaient pommes et café à leur arrivée, pouvaient entrer sans problème à l'intérieur de leur école pendant le piquetage symbolique lundi matin.

La mobilisation, organisée conjointement par le syndicat représentant les professeurs et l'association étudiante, visait avant tout à dénoncer l'austérité, à l'occasion de la Journée mondiale des enseignantes et enseignants.

«On est en train de démolir et de défaire tout ce qu'on a mis tant d'années à bâtir», déplore la responsable de la mobilisation, Lucie Piché, professeure d'histoire depuis plus de 15 ans, qui estime qu'il reste «beaucoup de travail à faire» pour sensibiliser les étudiants, qui ne sont pas tous conscients des impacts des compressions dans le réseau collégial.

Au Cégep de Sainte-Foy, on explique que les compressions, qui ont totalisé 3,8 millions \$ depuis les cinq dernières années, ont notamment mené à l'augmentation des frais facturés aux étudiants, à l'abandon d'expériences en laboratoire par manque de fonds pour acheter le matériel, à la réduction des heures d'ouverture de la bibliothèque, à la coupure de 80

jours de travail pour les aides pédagogiques et au non-remplacement du personnel professionnel en congé maladie.

Mme Piché, qui considère les offres du gouvernement d'«irrecevables» et «frustrantes», mentionne qu'une autre mobilisation, une séance de correction publique, se tiendra de midi à 14h mercredi au Cégep de Sainte-Foy.

Par ailleurs, une manifestation de soutien aux enseignants organisée par le Front Régional d'Action à Québec de l'ASSÉ est prévue ce lundi soir, 18h30, devant l'Assemblée nationale.

Contrairement aux habitudes de cette association étudiante, l'itinéraire a été fourni aux autorités.

Lundi matin, un peu plus de 700 personnes avaient indiqué qu'ils y participeraient sur la page Facebook de l'événement.

Vote de grève

Par Romane Marcotte et Alexandrine Lahaie, Journalistes pour la Salle des Nouvelles, 2 octobre 2015

Ce jeudi 24 septembre, les enseignants ont voté un mandat de grève lors de leur assemblée générale. Celui-ci propose « une grève légale de 6 jours à exercer [...] sur une base rotative et régionale ou nationale, et ce, en tenant compte de la conjoncture de la négociation ». Cela implique que les six jours seront échelonnés sur une certaine période de temps, plutôt que suivis et que, si la négociation évolue à la satisfaction des enseignants, cette dite grève pourrait être annulée. Cette issue sera dévoilée d'ici la mi-octobre et le pari serait d'arriver à un terrain d'entente avant Noël. Cependant, il revient à chaque collège de trancher sur les modalités de reprise des activités académiques, ceux-ci détermineront donc si les cours seront repris ou non, partiellement ou totalement et de la période de reprise. Quand à la première journée de grève, si nous n'avons pas de date pour l'instant, elle devrait être annoncée aux étudiants une semaine à l'avance par omnivox.

Le résultat du vote a été majoritairement en faveur du mandat de grève, mais, il n'a pas été presque unanime, comme ce fut le cas en région, où les cégeps subissent plus durement les

compressions budgétaires, ou à Montréal. À titre d'exemple, les professeurs des Cégeps de Drummonville, Shawinigan et Victoriaville ont voté un oui à respectivement 92%, 89% et 82%. Néanmoins, jamais autant de professeurs ne se sont présentés à une assemblée générale au Cégep Garneau.

Pour:	241	(73%)
Contre:	89	(27%)
Taux de participation: 66%		

Historiquement, les professeurs de Cégep sont de ceux des plus mobilisés mais se rajoutent cette fois tous les enseignants de tous les niveaux scolaires, vu l'importance des enjeux : gel des salaires ne tenant pas compte de l'inflation, conditions de travail désagrégées par l'augmentation des élèves par classe, les services adaptés aux élèves réduits, etc.

« Nous avons voté pour six jours de grèves non consécutifs, nous explique Annie L'Heureux, professeure et membre du syndicat des professeurs du Cégep, c'est-à-dire qu'ils seront répartis dans la session pour nous permettre de faire front commun avec les autres syndicats membres de la CSN. »

Ainsi, c'est toute la Confédération des Syndicats Nationaux, regroupant plusieurs syndicats de professeurs de tous niveaux, qui fera grève en même temps que les professeurs du Cégep Garneau.

Du côté des étudiants, si l'Association Étudiante n'a pas adopté de mandat concernant la grève des professeurs, il est possible qu'on propose le vote d'une grève solidaire, qui aurait donc lieu les mêmes jours que celle des professeurs, en soutien symbolique, nous informent Humberto Villarino, représentant au secteur pré-universitaire de l'association étudiante, et Félicia Saint-Arnault, membre du comité SAS (comité de Sensibilisation et d'Action Sociale du Cégep).

Des profs de Québec se prononcent pour la grève

Daphnée Dions-Viens, Journal de Québec, 29 septembre 2015

Les enseignants de deux commissions scolaires de la région de Québec ont décidé hier de joindre le mouvement de grève du front commun syndical, en votant pour six journées de grève tournantes.

Les enseignants de la commission scolaire des Découvreurs, dont les écoles sont situées surtout dans le secteur ouest de Québec, ont voté hier soir pour un mandat de grève à 69%. Ceux de la commission scolaire des Navigateurs, sur la Rive-Sud, ont été favorables à 72%.

Ils devront voter à nouveau après trois journées de débrayage, afin de revalider les trois autres journées de grève prévues.

Environ 1270 enseignants ont pris part au vote, ce qui correspond à un taux de participation de près de 30%, selon le Syndicat de l'enseignement des Deux-Rives.

Son président Jocelyn Noël se réjouit de ce «mandat clair». «Chez nous, on a toujours été un milieu plus conservateur au niveau du vote de grève, alors un score de 70% est un très bon score. Les enseignants sont en colère (contre les offres patronales) comme un peu partout au Québec», affirme-t-il.

De leur côté, les enseignants de la commission scolaire des Premières-Seigneuries se prononceront ce soir sur le mandat de grève du front commun alors que ceux de la commission scolaire de la Capitale voteront mercredi soir.

Vote de grève dans les cégeps

Par ailleurs, les votes de grève vont bon train dans les cégeps, où la quasi-totalité des syndicats ont approuvé les six jours de débrayage prévus par le front commun.

À Québec, les professeurs du cégep Garneau ont voté pour à 73% la semaine dernière alors que ceux du cégep Limoilou ont été favorables à 75%.

Les 400 000 employés de l'État membres du front commun syndical se prononcent ces jours-ci sur ce mandat de six jours de grève tournantes, dont les dates n'ont pas encore été annoncées.

GARNEAU

UN CÉGEP ENTREPRENANT !

Avec sa nouvelle École d'entrepreneuriat et ses sessions d'études à l'étranger, le cégep Garneau, à Québec, innove et se démarque.

par Isabelle Grégoire

CÉGÉPIENS ENTREPRENEURS...

Garneau vise haut. Avec son École d'entrepreneuriat, la première du genre au Québec, le cégep compte former 40 entrepreneurs par année. « Notre ambition est de combler le déficit entrepreneurial de notre région, dit la directrice, Denise Trudeau. Mais aussi de maintenir notre santé financière grâce à de nouvelles sources de revenus. » Privée et payante — droits de scolarité de 10 000 dollars pour quatre à six mois de formation —, l'École, ouverte en mai dernier, s'adresse aux aspirants entrepreneurs, et se différencie ainsi de l'École d'entrepreneurship de Beauce, fondée en 2010, qui cible les personnes déjà dans les affaires.

Bernard Guay-Dumas, 27 ans, fait partie de la première cohorte de l'École. Étudiant en sciences humaines, il avait troqué le cégep contre les Forces armées canadiennes, en 2010. Mais c'est avec enthousiasme qu'il s'est réinscrit à Garneau avec l'idée de créer une entreprise pour concevoir des sites Web à prix abordables. « Je n'avais jamais osé passer à l'action, mais l'encadrement moti-

vant de l'École m'a permis de lancer enfin mon projet », dit-il.

L'École d'entrepreneuriat de Québec ne décernera pas de diplôme: le gage de réussite résidera dans la création de l'entreprise de chacun des participants. Elle pourrait toutefois faire des petits, puisqu'une dizaine de cégeps souhaitent créer la leur sur le même modèle.

... ET GLOBE-TROTTEURS

Étudiante en sciences humaines, Jennifer Couttet n'avait que 17 ans, en 2013, lorsqu'elle est allée faire une session d'études de quatre mois en Argentine. Ses parents l'ont laissée partir sans inquiétude? « J'étais tellement motivée que je ne leur ai pas vraiment donné le choix! » répond-elle en riant. Ayant réussi tous ses cours, elle avait obtenu une bourse du ministère de l'Éducation couvrant le tiers de ses frais de séjour et elle a travaillé pour combler la différence. Aujourd'hui, en deuxième année au bac en enseignement à l'Université Laval, à Québec, elle envisage de poursuivre ses études en Amérique latine et d'enseigner un jour l'espagnol au secondaire.

Pionnier en la matière, le cégep Garneau offre depuis 2011 des sessions complètes à l'étranger avec l'accompagnement d'un professeur — d'autres établissements en proposent aussi, mais de plus courte durée ou sans encadrement. Les étudiants peuvent choisir entre deux profils: Globe-trotter (en sciences humaines, avec une session en Amérique du Sud) et Immersion (en arts, lettres et communication — option langues, avec une session en Espagne et en Allemagne).

Frais de séjour

Profil Globe-trotter: de 8 500 à 9 000 dollars pour les droits de scolarité, l'hébergement en famille d'accueil, les repas et le transport aérien. Profil Immersion: environ 10 000 dollars.

PROGRAMMES ORIGINAUX

Cégep de Chicoutimi

On décolle!

Techniques de pilotage d'aéronefs: le cégep de Chicoutimi est la seule école publique à offrir ce programme, le plus contingenté de l'établissement — 40 admissions sur 250 à 300 demandes.

Les profs des cégeps Garneau et Limoilou disent oui à la grève

Élisabert Fleury, Le Soleil, 25 septembre 2015

(Québec) Les professeurs des cégeps Garneau et Limoilou se joindront au mouvement de grève des 400 000 employés de l'État, eux qui ont respectivement voté à 73 % et à 75 % en faveur de six jours de grève rotative à exercer avec le front commun.

Les premiers, réunis en assemblée générale jeudi après-midi, étaient 330 à voter. Au Cégep Limoilou, ils ont été 235 à s'exprimer mercredi soir.

«Les enseignants sont tannés de subir des compressions», a résumé le président du

syndicat des enseignants du Cégep Limoilou, Alain Michaud, ajoutant que les conditions salariales n'avaient cessé de se détériorer ces dernières années.

«On a perdu 7 % de pouvoir d'achat depuis les cinq dernières années et on nous propose un autre 7,5 %, ce qui correspond à une perte de 15 % de notre pouvoir d'achat. Elle est difficile à avaler dans le corps enseignant», dit M. Michaud.

Au sectoriel, poursuit-il, «les gens qui négocient ne sont pas au courant de nos conditions et ne font pas preuve de beaucoup d'écoute». «Pour le gouvernement, l'analyse de l'environnement externe, ça n'existe pas. Il ne fait que se regarder le nombril», déplore M. Michaud.

Les professeurs du Collège Garneau n'ont pas digéré non plus l'offre globale du gouvernement. «Ça nous rentre dedans, le ras-le-bol est clair», a commenté le président du syndicat, Pierre Mercure, précisant que les professeurs en avaient notamment contre la plus grande mobilité géographique qui leur est exigée et «les atteintes majeures» à l'obtention de la permanence et à l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur.

Une première Assemblée qui se conclue prématurément

Étienne Poirier, Salle des nouvelles, 23 septembre 2015

Mardi dernier se tenait, à midi, à la Salle de Pas Perdus, la première Assemblée Générale de l'année. Par contre, celle-ci fut dissoute très rapidement suite à la perte du quorum, près de 30 minutes plus tard.

Peu après le début de l'Assemblée, l'ordre du jour fut amendé afin d'y inclure, en deuxième point, « Orientations politiques ». De plus, le point « Prévision budgétaire » pour l'année

2015-2016 a été supprimé puisque Charles Pesant, responsable aux finances, avait été hospitalisé la semaine précédente. Ces amendements furent adoptés par la grande majorité de la salle.

Les élections des étudiants aux postes de Représentant du secteur technique, de Représentant du secteur pré-universitaire et d'Étudiant libre se firent assez rapidement, un seul candidat s'étant présenté pour chacun des postes. Ainsi, Élisabeth Michaud-Jobin fut élue au poste de Représentant du secteur technique. Cette dernière a, par ailleurs, occupé ce poste l'an dernier. Umberto Villarino Campos fut par la suite élu au poste de Représentant du secteur pré-universitaire. Notons que celui-ci cumule aussi des responsabilités au sein du conseil d'administration du Café Oxymel. Finalement, Sarah Robinson-Arsenault, ancienne représentante à la vie étudiante, fut élue au poste d'étudiant libre.

Au cours des minutes suivantes, certaines personnes ont quitté la salle. Conséquemment, la coordonnatrice du Conseil d'administration de l'Association étudiante, Frédérique Fiset-Cholette, s'est empressée de se lever et de faire le décompte de la salle. Remarquant la perte du Quorum, elle avertit le président d'assemblée de sa constatation. Or, puisqu'elle n'avait pas respecté les procédures du code Morin (un membre de l'Assemblée doit demander au Présidium de compter les membres présents dans la salle si cette personne doute de la perte du quorum), elle dû s'y reprendre à deux fois avant que le président ne compte les personnes présentes dans la salle. Tel qu'estimé par la coordonnatrice, le quorum était perdu, avec seulement 55 personnes dans l'Assemblée, et celle-ci fut dissoute. À noter, la Coordonnatrice ainsi que la Coordonnatrice-adjointe avaient déjà quitté la salle lorsque le président de l'Assemblée fit le décompte. Quant au Responsable aux finances, Charles Pesant, celui-ci s'abstint de lever son carton afin de manifester sa présence.

On se souvient que les présents coordonnateurs avaient mentionné l'idée, lors de la dernière campagne au Cégep, d'augmenter le quorum nécessaire à la tenue d'une assemblée. Avec la perte si rapide du quorum mardi dernier, il apparaît clair que ces derniers devront

redoubler d'efforts afin d'encourager les élèves à participer à ce processus démocratique. Évidemment, certains éléments ont pu nuire à la présence d'étudiants à cette assemblée, notamment sa tenue lors du bloc libéré des sciences humaines, moment au cours duquel les élèves d'autres programmes risquaient d'être en cours. De plus, le choix de la salle des Pas Perdus comme lieu d'assemblée n'était peut-être pas propice. Le président a d'ailleurs lui-même répété combien l'environnement était plus bruyant qu'à l'habitude. Reste à voir quelles stratégies les administrateurs vont adopter afin d'encourager les étudiants à se présenter aux prochaines assemblées.

Cela dit, ce n'est pas la première fois qu'une assemblée se termine si rapidement. L'an dernier, la première assemblée avait aussi été dissoute suite aux élections des trois mêmes postes, soit 55 minutes après son ouverture. L'Association étudiante n'a toujours pas déterminé de date pour la prochaine assemblée.

83 organismes unis contre les «radios poubelles»

Normand Provancher, Le Soleil, 17 septembre 2015

(Québec) Forte de l'appui de 83 organismes syndicaux et communautaires, la Coalition pour la justice sociale de Québec-Chaudière-Appalaches réclame des «ondes radiophoniques saines» et monte aux barricades contre les «radios poubelles», qu'elle accuse de tenir des discours «susceptibles de provoquer une dégradation du climat social, voire de susciter des comportements violents».

Dans un communiqué, la Coalition soutient que «ce type de radio», qui se développe «dans différentes régions du Québec», se caractérise par un contenu agressif et racoleur, très souvent discriminatoire et diffamatoire envers certains groupes sociaux ou personnalités publiques associées à ces groupes. (...) Les ondes radiophoniques devraient nous offrir un divertissement de qualité, sans tomber dans le mépris ou le manque de respect.»

En entrevue au *Soleil*, Vicky Brazeau, du Regroupement des organismes communautaires de

la région de Québec, s'insurge contre les «préjugés et les propos haineux» véhiculés par ces radios. Elle donne en exemple des animateurs qui prônent le retrait du droit de vote aux gais ou l'interdiction aux personnes assistées sociales d'avoir des enfants. «C'est de l'intimidation de la part des animateurs qui devraient considérer comme un privilège d'avoir accès aux ondes publics. Ils ont une responsabilité.»

Le «phénomène», avance la Coalition, aurait pris une telle ampleur que les «comportements violents» se multiplieraient à l'égard des personnes et groupes visés par ces propos. «À les écouter, les personnes assistées sociales ne payent rien, alors qu'elles payent des taxes sur une grande proportion de leur budget, expliquent Marielle Bouchard et Denyse Thériault, du Front commun des personnes assistées sociales du Québec.

Pour sa part, la Fédération des femmes du Québec dénonce les propose «sexistes, discriminatoires et méprisants» envers les femmes. «Régulièrement, on nous tient un discours rétrograde et dépassé sur le retour des femmes à la maison ou les femmes au volant. Pire, on va même jusqu'à banaliser la violence faite aux femmes en faussant la réalité et en disant qu'il y a autant de violence de la part des femmes envers les hommes. C'est dangereux», dénonce Élisabeth Germain.

Pour Jean Cloutier, président du Conseil régionale de la Capitale-nationale de l'Alliance de la fonction publique, «ces radios-poubelles font miroiter aux gens non syndiqués que les gens syndiqués sont des enfants gâtés avec leurs belles conventions collectives, alors que ce sont eux qui n'ont pas grand grand-chose et qui devraient revendiquer des améliorations de leurs conditions de travail».

«La déclaration n'est pas un appel à la censure», explique Anne-Valérie Lemieux-Breton, du Regroupement en éducation populaire et en action communautaire du Québec et Chaudière-Appalaches, «mais une démarche de conscientisation de la population et des élu(e)s aux problèmes engendrés par la multiplication de ce type de pratiques radiophoniques.»

La Coalition invite le public à signifier leur appui à cette déclaration à l'adresse <https://goo.gl/sIFyCD>.

Parmi les signataires de la déclaration, citons Québec Solidaire, l'Alliance de la fonction publique du Canada, le Syndicat de la fonction publique de Québec/Chaudière-Appalaches, l'Association YMCA, le Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université Laval, le Syndicat des professeurs du cégep de Sainte-Foy, l'Association générale étudiante du Collège François-Xavier-Garneau et l'Association coopérative d'économie familiale.

Entrevue avec Frédérique Fiset Cholette: Aperçu des enjeux de l'association étudiante du cégep Garneau

Réalisée par Julianne Toupin, Salle des nouvelles, septembre 2015

La Salle des nouvelles a réalisé une entrevue avec Frédérique Fiset-Cholette, coordonnatrice de l'ASSO FXG, afin de connaître les intentions et les projets du nouveau conseil exécutif. Il faut dire que la rentrée aura été plutôt mouvementée pour celui-ci puisqu'il a, comme tous les étudiants, fait face aux modifications dans l'assignation des locaux des comités. Changements qui ont déjà fait couler beaucoup d'encre sur les réseaux sociaux. Il semblerait donc que la décision de procéder à cette réorganisation proviendrait de la haute direction, difficilement accessible pour les membres chargés de nous représenter. Frédérique a affirmé avoir fait tout en son pouvoir pour accommoder de son mieux les étudiants concernés, entre autres, en récupérant certains espaces confisqués.

Il faut savoir que L'ASSO a plusieurs responsabilités face aux étudiants qui ont élu les membres de son conseil exécutif. Ceux-ci doivent donc les représenter et défendre leurs intérêts devant le corps professoral et la direction. De plus, il leur est possible de voter des mandats en assemblée générale, toujours dans le but de représenter l'opinion de la majorité.

Sachez qu'il est aussi possible d'emprunter du matériel scolaire tel que des manuels ou des sarraus.

Par ailleurs, plusieurs enjeux seront traités au cours de la prochaine année: l'ASSO considère important d'augmenter les taux de participation aux assemblées générales. La coordonnatrice entend ainsi augmenter la visibilité de l'ASSO aux différents événements organisés par le Cégep, en débutant par une tournée des classes à la rentrée ainsi que par une publicité plus efficace des AG. En ce sens, il nous a semblé pertinent de s'informer des raisons qui poussent le conseil exécutif à organiser la première AG pendant le bloc libéré des sciences humaines. Au dire de Frédérique, il s'agirait seulement d'un problème administratif qui les restreignait dans les démarches pour obtenir une salle, au cours d'un bloc libéré pour tous, dans des délais raisonnables, créant ainsi une situation déplorable mais isolée. De surcroît, les sujets traités lors de cette assemblée sont d'une importance mineure, puisque sa première raison d'être est de présenter les devoirs de l'ASSO aux nouveaux étudiants, de déposer le bilan des anciens administrateurs et d'élire les étudiants qui occuperont les quelques postes vacants en plus de présenter et de faire adopter le budget pour l'année 2015-2016.

En plus de se pencher sur le problème de participation aux AG, il sera important pour le conseil exécutif de s'impliquer plus activement dans la vie étudiante au Cégep, par l'organisation de certains événements, comme par exemple un souper de la rentrée, une nouveauté cette année.

D'autre part, il ne nous a pas été caché que, tel que promis dans le cadre de la campagne en mai dernier, il est toujours dans les priorités du parti démocratique de Garneau de s'atteler à la désaffiliation de l'ASSO Garneau à l'ASSÉ. Pour ce faire, certains articles de la charte pourraient être modifiés lors d'une prochaine AG afin de rendre possible un référendum Omnivox sur la question. Cela permettrait à un plus grand nombre d'étudiants de s'exprimer sur le sujet. Il va sans dire que les opposants à la désaffiliation pourraient

éventuellement décrier un tel procédé.

Pour conclure l'entrevue, le sujet de la neutralité politique du conseil exécutif a été abordé avec la coordonnatrice puisque certaines intentions leur ont été prêtées dans la foulée des débats du printemps dernier. On nous a assuré de l'entière impartialité de tous les membres du CE. Plus concrètement, ceux-ci ont l'intention de réaliser un sondage Omnivox sur les divers intérêts et priorités des étudiants du Cégep. Malheureusement, la Salle des nouvelles n'a pas pu obtenir une description exhaustive des questions qui seront posées. De plus, Frédérique affirme que leur intention de se désaffilier va dans le sens du respect de son devoir de neutralité, puisque l'ASSÉ est très colorée politiquement. Cela dit, les étudiants seront les seuls à trancher définitivement de cette question.